

La Gueule ouverte

n° 244 / Hebdomadaire / 17 janvier 1979 / 5 FF

Suisse 3 FS / Belgique 42 FB.

LE PSU VEUT RASSEMBLER LES AUTOGESTIONNAIRES



Photo GO/Civel

**HUGUETTE BOUCHARDEAU
REMPLECE MICHEL MOUSEL
À LA TÊTE DU PSU (VOIR PAGE 6)**

Avec
« Europe-Ecologie »,
**VOTEZ
POUR
LA
DIFFERENCE**

*Les « verts »
préparent les Euro-
péennes en s'ouvrant
à tous les exclus, les
dissidents de la so-
ciété... (voir p. 7)*

CHANTAGE NUCLEAIRE DANS L'OUEST

une centrale
au Pellerin
ou la bougie
pour tous !
(voir p. 4)

Tous mystifiés

Il est banal de dire aujourd'hui que la pollution mondiale la plus criminelle est celle de la course aux armements. Non seulement parce qu'elle prépare l'univers au plus magnifique suicide collectif délibéré - alors que tous les civilisés semblent stupéfaits devant les 920 kamikases mystiques (ou mystifiés) de la secte de Guyana - mais parce qu'elle empêche radicalement de vaincre la misère des peuples du Tiers Monde.

Les Pentagones de l'Est et de l'Ouest sont **exactement** dans la situation de Jim Jones, le leader du « Temple du Peuple ». Et le dessinateur Konk dans *Le Monde* publiait un dessin merveilleux (en quelque sorte!) où le Président d'un Parlement, revolver sur la tempe, va donner le signal à tous les députés de presser la gâchette comme lui. C'est rigoureusement le schéma imbecile, délirant et suicidaire de tous les tenants de la force de frappe dans nos armées.

Ils critiquent la sectomanie illuministe et folle de certains groupes marginaux et ils ne remarquent pas que c'est leur propre image qu'ils découvrent dans ce micro-charnier. Pour nos chantres de civilisation, en effet, le cyanure c'est du bricolage communautaire, eux ils font des statistiques sur les mégamorts atomiques. Dès à présent, ils ont distillé le poison à tout l'univers, n'épargnant ni les bébés, ni les vieux, ni les femmes. Et les objecteurs et dissidents qui s'insurgent contre ce processus auto-destructeur, sont déjà désignés comme les ennemis de l'intérieur qu'il faudra abattre, dans les deux camps, en plus de l'ennemi.

N'allez pas croire que je m'éloigne d'un thème sur le Tiers Monde et le commerce des armes. Bien au contraire. Notre « charité » capitaliste (ou soviétique) vers les pays en voie de développement a consisté principalement, après les avoir pillés pendant des siècles, à faire gober à leurs nouveaux dirigeants que l'exercice du pouvoir impliquait d'abord de singer le colonisateur ou le libérateur en ce qu'il avait de plus perfidement grandiose. A savoir que l'**« indépendance »** appelait une armée puissante et des moyens sophistiqués. Comme ces braves, sortis des maquis (ceux des procédures de décolonisation et ceux des rizières ou des montagnes) voulaient jouir de cette apparente puissance, tous les crédits de nos pays (du nord industrialisé) pour les aider à se tenir debout ont consisté préalablement à structurer leurs bataillons et à leur faire acheter (avec nos sous) **notre** matériel de guerre dont seuls nos techniciens pouvaient leur assurer le bon usage. Ainsi s'établissait la dialectique nouvelle du maître et de l'esclave, dans l'euphorie réconciliatrice d'un pseudo-égalitarisme.

Africains, asiatiques et latino américains se précipitent dans cette course olympique, comme si elle était la suite logique de la révolution armée... ou parlementaire. Et ils s'étonnent présentement que la paupérisation reste croissante dans le Tiers-Monde et que l'écart entre les riches et les exploités augmente sans cesse. Mais il en va du Tiers-Monde comme des prolétaires européens. Ils coopèrent avec les systèmes socio-économiques qui les oppriment. Ils n'ont pas encore compris que la désobéissance civile dans la **reconversion** est seule capable de renverser ce processus et d'offrir les alternatives de paix et de salut.

Ouvriers belges de la F.N., techniciens du Cobra-ACEC militants de la C.G.T. qui suivent le P.C.F. dans son délire patriotard pour la force atomique française, prolos soviétiques qui garantissent la production des MIG, tchèques qui vendent des armes autant que les anglais; ces travailleurs du Nord riche renforcent précisément les **pouvoirs militaires réactionnaires** de l'Est et de l'Ouest, et **simultanément** asservissent davantage le Sud c'est à dire les peuples du Tiers-Monde qui attendent d'eux autre chose que cet « internationalisme prolétarien » ou ce libéralisme occidental qui n'enrichit que les dirigeants ou les despotes.

De la même manière que la guerre ne peut résoudre les problèmes de civilisation, la révolution armée ne peut engendrer la démocratie socialiste ou autogestionnaire. Tant de marxistes aujourd'hui s'interrogent sur 1917 et le goulag stalinien qui s'ensuivit. Qui pouvait imaginer au temps de Siharouk que les kmers rouges vainqueurs allaient vider les villes... pour urbaniser les campagnes, allaient supprimer les universités pour lutter contre l'analphabétisme, allaient raccourcir des dizaines de milliers de têtes pour mieux remplir les autres de slogans primitifs? Qui pensait que le Vietnam poserait les problèmes des droits de l'homme comme aujourd'hui? Qui imaginait que la Chine Populaire viendrait mendier auprès de l'OTAN les armes « capitalistes » qui feront peur au « social-impérialisme » soviétique? Qui pensait que les Cubains castristes aideraient le « Négus Ethiope de gauche Mengistu » à écraser la révolution populaire érythréenne? Qui pensait que le gouvernement militaire de gauche du Pérou finirait par tirer sur les paysans qu'il voulait libérer? etc...

Ah! certes la rigueur marxiste-léniniste, à force de faire l'apologie de la violence révolutionnaire conjointement à la stratégie de la coexistence pacifique, nous réserve encore bien des surprises (sanglantes). Mais les courants démocrates-chrétiens et socialistes n'ont-ils pas autant de responsabilité dans cette hystérie collective de la course aux armements et de l'étranglement du Tiers-Monde? Oui, plus encore, car ils ne sont pas dominés par les discours idéologiques totalitaires et il leur appartient, plus qu'à d'autres, de suggérer les **alternatives** de société telles que nous les proposons et qui ne transitent point par des dictatures « provisoires » ou des guerres d'extermination.

D'où le rôle important des objecteurs de conscience et de tous les antimilitaristes de forger, **au sein de cette gauche**, les outils réels de libération par les moyens de la non-violence révolutionnaire.

Jean Van Lierde ●

Le gadget européen

Quelques impressions à chaud sur le texte de la convergence anti-nucléaire : Fournier disait que ce n'est pas en restant - devenant - actionnaire d'un système que l'on changera celui-ci. Le texte que nous présente Catherine peut rassembler deux courants : ceux qui disent oui à la communauté européenne et non à la nucléarisation, puis ceux qui disent non aux deux trouvant là une tribune pour gueuler d'un peu plus haut l'absurdité du programme nucléaire.

L'Europe est en train de se faire. Les élections pour mieux l'asseoir, lui donneront des règles administratives. En acceptant ces règles, la CAN, si elle présentait des candidats, choisirait délibérément de cautionner cette communauté supra-nationale, aux yeux de ceux qui nous l'imposent et de leurs jocrisses, du moins, car... car pour la convergence il n'est pas question de « marcher dans la combine ». On veut, pour s'en convaincre, que les députés qu'elle aura délégués, ne participent pas aux votes autres que ceux qui concernent les thèmes de la convergence (énergie sûrement, espace judiciaire peut-être, mais là, où sont les limites des interventions? L'écologie ne forme-t-elle pas un tout? Laisser voter tel ou tel programme industriel mais seulement ouvrir sa gueule pour dire non au nucléaire?).

Rassembler des gens autour d'un thème précis me semble tout aussi imprécis (ou du moins incomplet voire dangereux) que la démarche vis à vis des médias, que nous avons entreprise en mars dernier dans le cadre écologique

Je m'abstiens de critiquer trop fort ceux qui veulent y aller. Seulement, qu'ils s'expliquent! Il est en effet difficile, d'après le texte présenté par Catherine, de dire oui ou non tout de go.

Alors vite réunissons ces commissions départementales (ou régionales suivant les besoins) et étalons nos atouts et nos brèles! Si ces commissions n'aboutissent pas sur un bulletin de vote, elles auront au moins le mérite de réunir les éléments épars et essouffés du mouvement écolo et peut être de répartir sur d'autres bases (géographiques, c'est-à-dire commissior

départementales jusqu'aux commissions internationales, mais ça non plus ça ne s'improvise pas!).

Alors, au point de réflexion où nous en sommes, c.a.d. au point zéro, faisons gaffe, de ne pas se laisser emporter par ce gadget de la communauté européenne (consultatif et exécutif, d'après vous lequel des deux termes l'emporte sur l'autre?).

Excusez ces radottages, je vous ai encore distrait. Le bouchon a plongé, vous avez raté une touche!

Gérard. Ploumilliau. ●

Le temps de vivre

Comment voulez-vous que l'on abonne un ami, au tarif normal, ou même réduit? On peut lui passer le journal, c'est écologique et logique. Dans certains cas, il (elle) préfère s'abonner, tant mieux, pour vous et pour vos trous profonds, mais vous êtes en plein dans la société de consommation : consommez, consommez, cela nous aidera à boucler notre budget!

Ce n'est pas que votre « produit » soit trop cher, pour la qualité (de mieux en mieux, c'est vrai), et les articles sont souvent excellents. Mais personnellement, en une semaine, je n'ai pratiquement pas le temps de lire les 20 pages. Et il y a d'autres lectures utiles! Alors, si vous voulez absolument rester hebdomadaire,

diminuez le nombre de pages. Ou bien, paraissez le 1er et le 15 du mois. Chacun pourrait plus facilement payer 100F par an, et abonner quelqu'un d'autre, que 170F. Le numéro à 6,5F, par exemple, tous les 15 jours, ça va.

Avez-vous étudié la possibilité que donne la loi de 1901? Une association peut être exonérée de bien des choses, partie de TVA, par exemple... Je me demande souvent comment vous faites pour sortir un hebdo et avoir le temps de vivre et de réfléchir. (1) Et en même temps, est-ce que vous ne saturez pas les lecteurs? Vaut-il mieux mettre les bouchées doubles, quitte à ne pas tout digérer, ou mieux étudier les doses...?

Pourquoi ne poseriez-vous pas la question aux abonnés, qui sont des amis, en général, par le journal? Est-ce que beaucoup ne voudraient pas donner l'exemple de l'économie de papier, de travail, d'argent?

A. Bayard ●

(1) nous aussi (NDLR).



Photo Lambours

Restons couverts !

Ainsi donc le «grand bond en avant» de la Chine de Mao est-il devenu, avec Deng Xiaoping «le grand bond en arrière». Si les écrevisses se mettent à réécrire l'Histoire, nous allons voler de surprises en surprises, tels des hérissons montant sur des broches à cheveux.



C'est ainsi que la «grande guerre héroïque» de 14-18 sous la France de Giscard deviendra la «grande boucherie merdique de la viande prolétarienne» sous le règne du Président Coluche. Les victoires impériales de Napoléon seront autant de massacres impérialistes, les bombardements alliés de Dresde rejoindront dans l'horreur ceux d'Hitler et la terre entière prendra le deuil le jour anniversaire d'Hiroshima.

En remontant l'histoire, la défaite des Arabes à Poitiers contre Charles Martel sera celle de la civilisation arabe vaincue par la force brute des Francs, et la prise de Troie par l'industriel Ulysse sonnera le départ sanglant des conquêtes coloniales.

Mais qu'importe ! On sait depuis longtemps que l'histoire est écrite par l'élite de ceux qui la font et que la roche Tarpéienne est proche du Capitole. D'ailleurs, bond en avant ou bond en arrière, l'essentiel, en l'occurrence, c'est que ce soit toujours la populace qui saute...

En attendant la troisième guerre mondiale que 32% des jeunes sondés par L'Express

redoutent/espèrent/s'attendent à voir (rayer la mention inutile), tous les éléments de la figuration passive se mettent en place. La France y joue son rôle, modeste mais utile, en fournissant le plutonium aux clients (via La Hague) et surtout, surtout, en laissant pousser les germes principaux du bellicisme : le nationalisme et le chômage.

Le nationalisme parce que c'est nous les meilleurs et le chômage parce que ça tombe bien, on est désœuvrés, on va leur faire voir...

La défense du territoire, patriotique, économique ou affectif aura vaincu toutes les idéologies de la coexistence, toutes les utopies sur la fraternité internationale, ou les rêves de liberté individuelle. La fin du siècle sonne l'heure des troupeaux décervelés, agressifs et jaloux.

L'homme n'a pas réussi à comprendre que sa niche était cosmique et son unicité glorieuse. Il a pris le futile au sérieux et badiné avec l'essentiel.

Vous savez, les jeunes qui attendez une troisième guerre mondiale, vous devriez demander aux anciens : la guerre, ça amuse cinq minutes, mais ensuite on s'en lasse, parce qu'on est morts... Il est vrai, disait l'humoriste, que les catastrophes sont les fêtes des pauvres...

A ●

Dernière seconde : Les syndicats ouvriers de la Lorraine sidérurgique, victime de la guerre sociale, appellent enfin à la désobéissance civile: refus du tiers provisionnel, grève du zèle, boycott des heures supplémentaires.

Bonne idée: du passé, faisons table rase! Les manifs, c'est fini. Chacun déserte, dans sa tête, les champs de bataille de l'Etat.

Administration
Bourg de Saint Laurent
en Brionnais.
71800 La Clayette
Tél: (85) 28 17 21
Télex: ECCPOLE801630F

Notre télex est à la disposition des lecteurs. Par l'intermédiaire d'un poste public télex-PTT il est possible de nous envoyer des articles.

De même, nous pouvons recevoir des communiqués, qu'à notre tour avec notre propre télex, nous pouvons rediffuser à la presse (dans ce cas, mettre «à rediffuser» en tête du message pour que nous la mettions sur bande perforée). Pour toute information de dernière minute vous pouvez téléphoner jusqu'à dimanche 16h.

SARL Editions Patatras, Capital de 2100F.

Abonnement 170 à 250F selon vos revenus. 180F minimum pour l'étranger, 150F pour les collectivités 100F pour les cas sociaux patentés, les chômeurs, les objecteurs, les insoumis et les taulards.

Chèque bancaire ou postal à l'ordre des Editions Patatras, Le Bourg 71800 St Laurent en Brionnais (joindre la dernière bande d'envoi et 2,40F en timbres)

Nous vous demandons un délai de 15 jours pour effectuer les abonnements, réabonnements en retard et changements d'adresse.

Sommaire

Alerte au Pellerin

E.D.F. coincée

Variole ou virus mutant

Les femmes et le cinéma

Le génocide animal

La R.F.A. sous surveillance

Polémique à La Hague

p. 4

p. 5

p. 10-11

p. 12-13

p. 14

p. 15

p. 16

La panne d'électricité du 19 décembre ne s'est pas reproduite, mais à plusieurs reprises, pour éviter le pire, E.D.F. a du procéder à des délestages. La demande journalière reste toujours trop proche des capacités totales de production de l'entreprise nationale et l'un de ses ingénieurs signalait que chaque degré de température en dessous de la moyenne prévue engendrait une hausse de consommation de 300 000 kW. Bref dans les semaines et les mois à venir, E.D.F. aura du mal à «joindre les deux bouts». La solution la plus rapide pour pallier le manque de kWh serait d'installer des turbines à gaz. Leur délai de mise en place est de deux ans et demi, ce qui repousse aux années 81-82 la «sortie de l'impasse énergétique». D'ici là, les ingénieurs E.D.F. vont faire de la corde raide, les usagers vont s'habituer aux délestages et, dernière idée, les pouvoirs publics vont faire appel aux «producteurs autonomes».

Les producteurs autonomes existent

André Giraud, ministre de l'industrie, aurait laissé entendre que: «E.D.F. demanderait aux industries qui ont des moyens de production autonomes de courant de s'en servir pour soulager le réseau en période de pointe». Ces déclarations ne viennent pas seules. Le 28 décembre 1978, E.D.F. diffusait une note d'information sur la production autonome d'électricité.

Ces informations - qui révèlent à ceux qui l'ignoraient l'existence d'un secteur autonome - forment un cadre aux déclarations du ministre et semblent dire: rien d'étonnant à ce qu'on parle de cette production autonome, d'ailleurs voyez, elle existe déjà!

Outre qu'il est piquant de voir E.D.F., le monopole par excellence, faire appel aux petits producteurs, il est intéressant de savoir ce que recoupe ce vocable.

Les producteurs autonomes, ce sont la S.N.C.F., le C.E.A., les Houillères, la Compagnie Générale

du Rhône. D'une façon générale, ce secteur est un héritage du passé. Il est lié à la structure de la production de courant avant la nationalisation. Il comprend les collectivités locales qui produisent de l'électricité à partir du pouvoir calorifique des déchets, des installations internes à certaines industries construites pour leur propre alimentation, dont l'excédent est vendu à l'E.D.F.

Il comprend enfin une série de petites installations dont la puissance n'excède pas 8 000 kW. En

1977, ce secteur a produit 24% de l'énergie thermique et 27% de l'énergie hydraulique.

L'autonomie dont on parle est donc un grand mot. Elle est restreinte. Elle concerne la propriété des moyens de production. Pour le reste, c'est-à-dire les décisions de production et la distribution, E.D.F. reste maîtresse du secteur.

Il existe une dernière catégorie de groupes ayant des capacités de production autonomes. Ce sont les

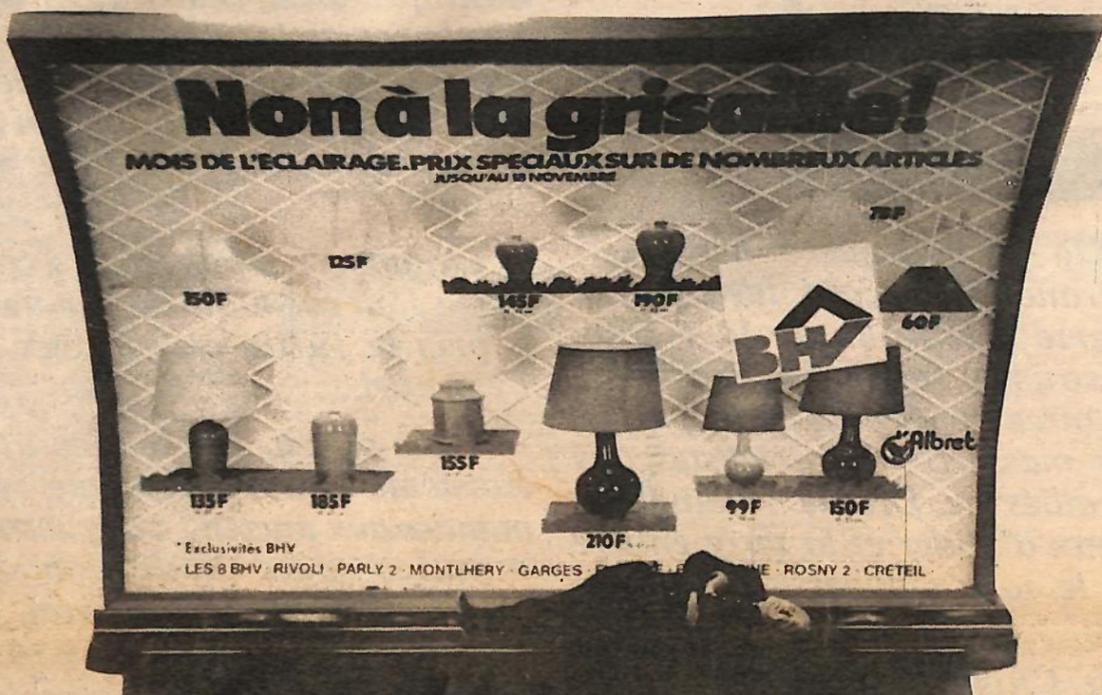
industries, les hôpitaux, des groupes d'immeubles. Ils possèdent des groupes électrogènes leur permettant de faire face aux ruptures de courant E.D.F. Cette dernière catégorie n'est pas à confondre avec les précédentes. Les premiers produisent de l'électricité en permanence, tandis que les seconds ne le font qu'en cas de coupure E.D.F.

C'est à ces derniers que le ministre Giraud et l'E.D.F. s'adressent. Ils veulent faire fon-

ctionner en période de pointe les installations de secours. Ce faisant, ils introduisent une différence importante dans leur propre notion de producteur autonome. Il y a en effet un pas entre un «secteur autonome» hérité du passé et parfaitement maîtrisé par E.D.F. et l'appel à la production autonome lancé en direction d'un secteur où les industriels sont nombreux. E.D.F. va devoir passer un contrat avec ces producteurs et payer la différence entre un kWh produit par un groupe électrogène et un kWh normal.

EDF entre deux maux

Le monopole EDF est un abus dangereux. Voir pannes. Mais la privatisation est-elle souhaitable ?



Privatisation

Cette décision peut avoir de multiples conséquences.

A court terme, cela peut aboutir à une augmentation du prix du kWh E.D.F. A plus long terme, cette opération peut se révéler dangereuse pour E.D.F. Sans vouloir dire que cette initiative annonce un début de privatisation, on ne peut ignorer certains faits.

Il existe un fort courant anti-monopole E.D.F. Chez les industriels las des grèves et des aléas de la fourniture E.D.F., chez les fabricants de petites turbines hydrauliques, chez les fabricants de capteurs solaires et d'éoliennes, on verrait d'un bon oeil le retour à des compagnies privées.

Cette critique du monopole E.D.F. n'est pas celle des écologistes, et cet appel à la production autonome, cette utilisation du vocabulaire même, n'a rien à voir avec ce qui pourrait être des propositions écologiques. Il y a dans cette démarche des pouvoirs publics un aveu d'incapacité. Il est certain que les impasses énergétiques actuelles ne provoqueront pas une réorientation complète de la politique énergétique.

De délestages en bricolages, de pannes en pannes, le mythe E.D.F. s'écroule. Cela n'est pas pour nous déplaire, sauf si l'Etat opère un glissement progressif vers le secteur privé.

Jean-Luc Lavigne ●

Barrage de Villerest on veut normaliser un fleuve

Quatre militants du Comité de défense des gorges de la Loire en correctionnelle à Roanne.

Monsieur le sous-préfet a été ému. Monsieur le sous-préfet de Roanne, en effet, avait de quoi s'émouvoir en cette matinée du 16 février dernier. Un exercice d'alerte baptisé «ORSEC Villerest 3» était annoncé pour la journée. Une large information (15000 tracts distribués dans la nuit) avait même été assurée à cet événement, qui prévoyait le repli de la population roannaise sur les hauteurs avoisinantes en cas de rupture du barrage de Villerest.

Qui, sinon la préfecture, ou sa succursale, sa propre sous-préfecture, pouvait déclencher une telle opération? A moins que ce ne soient quelques barbus farfelus tapis au bar d'en face.

Car, depuis que le projet d'un barrage réservoir, écrêteur de crues sur la Loire à Villerest (6 km en amont de Roanne) avait été officiellement ressorti des cartons au début des années 70, les écologistes protecteurs de la nature, opposants au nucléaire, par vagues successives, se sont montrés actifs sur cette terre forézienne. Un pays

qui coulait des jours heureux somnolant autour des gorges de son fleuve.

L'administration ministérielle, régionale, préfectorale, n'avait guère pris de gants pour imposer son projet qui souleva en terre roannaise un tollé général de l'ancien sénateur-maire centriste au jeune député-maire P.S. Manifestations, occupations symboliques du site se sont succédées jusqu'au point culminant de ce tract qui, s'il émut monsieur le sous-préfet, souleva par contre une immense vague d'éclats de rire du côté de nos barbus chevelus.

Après la fête, la justice.

Plainte ayant été déposée pour «divulgaration de fausses nouvelles pouvant troubler l'ordre public», quatre membres du comité de défense des gorges de la Loire (dont l'ancien candidat écologiste et son suppléant aux dernières législatives) se retrouvèrent à la barre du tribunal de grande instance de Roanne. Leurs copains, eux, avaient envahi la partie réservée au public, investissant bancs,

rebords de fenêtre, accoudoirs, sous l'oeil humide de Marianne émue, elle, par cette soudaine arrivée de jeunesse.

Ambiance détendue, public prompt à réagir, nullement impressionné par le caractère officiel du cadre.

De la déposition du jeune député-maire socialiste de Roanne à celles des prévenus et à la plaidoirie de leur avocat, une constante: pourquoi la justice si rapide à poursuivre les auteurs supposés de ce «gag» est-elle par contre si lente en ce qui concerne le recours déposé devant le Conseil d'Etat quand à la validité de l'enquête d'utilité publique. Pourquoi poursuivre des personnes qui, certes, ont pu troubler la paix publique (combien de Roannais ont cru à la véracité de l'alerte?), alors que la construction du barrage de Villerest - effective bien que non officielle - a été décidée sans que soit véritablement assurée la sécurité de la population de l'aval immédiat? Sans parler de l'incidence nucléaire (refroidissement des centrales). Enfin, qui trouble

l'ordre public sinon les auteurs de ce «projet dangereux et inadapté» comme le souligna l'avocat de la défense.

Le tribunal, prudent, remis son jugement à quinzaine tandis qu'une manifestation se formait, direction la sous-préfecture de la ville, histoire de voir si monsieur le sous-préfet s'était remis de ses émotions.

A rebours

Le barrage de Villerest est, à l'heure actuelle, à un tournant. Question fondamentale: comment assurer le financement de sa construction dont le coût s'élève, aux dernières estimations, à près de 40 milliards de centimes?

Financé à 70% par l'Etat, l'agence de bassin Loire-Bretagne doit prendre à sa charge les 30% restant. Or, compte tenu de sa capacité d'investissement financier, l'agence, si elle réalisait immédiatement cet apport, s'interdirait, par là-même, tout autre investissement (par exemple des stations d'épuration) et ce pendant un an. Solution inacceptable, d'où l'idée de pratiquer une taxe dite «de protection contre les crues» qui consisterait à faire payer les départements théoriquement protégés des inondations grâce à l'édification de Villerest.

Pour l'instant rien n'est fait. Il est fort prévisible que les conseillers généraux des départements concernés (unanimes pour la constitution de l'Institution Inter-

départementale, maître d'ouvrage de Villerest) le seront sans doute moins lorsqu'il s'agira de payer la facture. C'est pourquoi, bien que commencés, les travaux de Villerest ne sont pas assurés, pour l'instant, de pouvoir être menés à bien faute d'un financement complet.

Cette situation démontre, s'il en était besoin, le manque de cohérence de la politique dite hydraulique du gouvernement. La gauche, par contre, toutes tendances confondues, prévoyante, planificatrice et centralisatrice à souhait, demande un aménagement «global et concerté» du dernier fleuve français à ne pas être maîtrisé (faut-il écrire normalisé?).

Associée à une fraction de la majorité (M.M. Royer et Sudreau) elle va déposer, dans les tout prochains jours, un Livre Blanc sur le bureau de monsieur Barre plaidant pour «un aménagement intégré du bassin de la Loire».

Une bonne aubaine peut-être pour les technocrates de l'agence et d'E.D.F. qui, ainsi, pourront inclure Villerest (et Naussac?), en attendant Chambochard, Serre de la Fare, Cublaze, etc..., dans une programmation financière d'envergure.

A une droite trop timorée, une gauche responsable et qui sait planifier sera venu prêter main forte...

La Loire normalisée coulera alors ses eaux tièdes vers un estuaire ensablé. Pour le bonheur des hommes bien sûr.

Correspondance Roanne ●

Le Pellerin :

Tocsin, sirènes et utilité publique

«Les centrales nucléaires ne seront pas imposées aux populations qui les refusent»
Valéry Giscard d'Estaing, avril 74

«Les populations qui refusent les centrales nucléaires ne se les laisseront pas imposer»
Coordination des Comités de la Basse-Loire,
janvier 79

Le 11 juillet 1977 se clôturait l'enquête d'utilité publique de la centrale nucléaire du Pellerin. Enquête qui fut le théâtre de nombreux événements : boycott, fermetures des mairies, camionnettes déguisées en mairies annexes, destruction d'un registre à Coueron, procès de 5 paysans à Nantes puis à Rennes, nouvelle destruction de registre à Saint Jean de Boiseau (l'instruction de cette affaire est toujours en cours...), affrontements violents à Cheix-en-Retz, remise de 30000 signatures d'opposants à la Préfecture de Nantes, etc...

Le 11 janvier 1979, dernier jour légal de parution, la déclaration d'utilité publique, signée de la main du Premier Ministre est publiée in extremis au Journal Officiel. Le pouvoir, avec le mépris qui le caractérise, aura donc attendu la dernière heure pour faire tomber le couperet de l'utilité publique. Si ce n'est pas une surprise, c'est néanmoins un pas décisif dans la concrétisation de ce qui n'était encore officiellement qu'un projet. Le choc est rude et la menace plus pressante. Cette décision sonne le glas de tout espoir d'arrêter ce projet de façon «légale». Pas tout à fait puisqu'un dernier recours, ultime tentative, en conseil d'Etat, vient d'être décidé.

Après? Le mouvement antinucléaire est déjà trop riche d'exemples malheureux qui sont autant de mauvais présage : Fessenheim, Flamanville, Braud, Malville, etc... Mais longue est la gestation d'un monstre nommé centrale nucléaire!

Son avortement est-il encore possible? Si l'annonce de la DUP n'a pas fait l'effet d'une bombe dans la région nantaise, elle a suscité et suscite encore de nombreuses et multiples réactions. La centrale du Pellerin est désormais un fait régional de première importance et les journaux locaux ne désemplassent pas d'articles, de communiqués et de prises de position. Tout cela sous les menaces de pénurie d'électricité, dont EDF intoxique la région pour mieux se faire désirer.

Dès mercredi soir, jour de la parution, le tocsin et les sirènes d'alarmes ont retenti sur les bords de la Loire : le Pellerin, Cheix, Basseindre, Saint-Herblain, Rêze, La Montagne, Saint Jean de Boiseau. Jeudi matin, des «inconnus» ont barré de peinture blanche des poteaux indicateurs et les ont remodelés avec l'inscription «Le Pellerin : zone radioactive». Branle bas, sirène et tocsin dans de nombreux conseils municipaux, qui se sont réunis en sessions extraordinaires : à St Jean de Boiseau, on a procédé à la pose de la première pierre d'un abri antiatomique.

Cette commune étant, par ailleurs, également concernée par le raccordement ferroviaire de la centrale, qui vient aussi d'être déclaré d'utilité publique,

un arrêté municipal interdisant la circulation sur le territoire de la commune des matériaux destinés à la centrale, a été publié. L'essentiel des motions de ces conseils, obtenues bien souvent sous la pression de la population, consiste en une condamnation de la DUP et en la publication des plans ORSEC RAD. Seul, parmi les grandes villes de l'agglomération nantaise, St Herblain a fait preuve d'une réelle détermination en publiant il y a quelques mois, un bulletin municipal spécial nucléaire.

Nantes par contre, à l'image de sa municipalité reste calme, trop calme : celle-ci, après le timide vœu arraché presque de force au dernier conseil municipal tarde à prendre position. Et sa position n'en devient que plus claire : on est contre le mauvais site du Pellerin, mais il n'est pas question d'arrêter les centrales en construction. Il suffit donc de faire semblant d'être contre et d'attendre ainsi le démarrage du chantier, pour s'exclamer : «La centrale, elle est là, faut faire avec maintenant».



Dessin Leiter, Démocratie suisse et Cie, Kesselring Editeur.

Nantes, Ville Ouverte

Une délégation d'Ecologie 44, Nantes, a été reçue le samedi 13 janvier par les adjoints au maire de Nantes, en l'absence de leur patron, M. Chenard. Ils nous ont déclaré : «ne pas avoir à se substituer aux partis politiques, organisations syndicales, associations, mais, puisque la sensibilisation sur Nantes n'a pas été faite», ils proposent une campagne d'information dont ils communiqueront les détails prochainement. C'est ce qu'on leur avait demandé en juin 77. Il aura donc fallu 19 mois de réflexion. Devant la volonté d'Ecologie 44 de les voir s'associer aux actions lancées par les municipalités de la Basse-Loire, ils ont répondu : - il est impossible de faire sonner les sirènes car elles sont commandées par la

délégation départementale de la protection civile (préfecture). - il n'est pas question de fermer la mairie car on ne peut pas lockoutter 4 à 5 000 employés municipaux ou se mettre à dos les gens qui n'ont pas de bonne à tout faire (dit le P.C.). - pour le bulletin municipal spécial nucléaire, envoyez-nous ce que vous voulez, mais le contenu est du strict ressort de la municipalité, - quant à publier le plan ORSEC-RAD, il est affiché dans tous les centres socio-culturels. Qui ne l'a pas lu ?

Pour finir, Nantes est une lourde machine difficile à démarrer, mais aussi difficile à arrêter.

Ecologie 44 ●

URGENT : Pour le recours en Conseil d'Etat, adressez vos dons à la Trésorerie de la Coordination : Roselyne Faure 29 rue Aristide Briand 4480 St Etienne de Montluc, CCP N°411044T Nantes, avec la mention «recours en Conseil d'Etat». On peut encore souscrire au GFA en s'adressant à Emile Trouillard Vièvre 44 Le Pellerin. Pour l'autoréduction 15% des factures EDF s'adresser : Commission 15% 34, rue du Gué Robert 44000 Nantes.

Messieurs de gauche, on n'arrête pas un tel projet avec des vœux de salon, hypocrites de surcroît, car la mobilisation sur Nantes ne repose pas, comme dans les communes plus petites, sur l'implantation de comités : entre un CRIN aux mains de l'extrême gauche, vestige des premiers CRIN bretons et un groupe écologique qui se cherche et compte ses trop peu nombreux militants, les relais de mobilisation sont tenus. Et les syndicats ont une responsabilité importante dans la lenteur de l'éclosion d'un véritable mouvement régional : la CFDT répète sans cesse qu'elle veut un moratoire de trois ans, la diversification des sources d'énergies et que la santé et la sécurité des travailleurs sont pour elle une priorité. A quelques nuances près, même son de cloche à la CGT, qui après avoir envisagé durant l'été un avis mitigé mais favorable à la centrale, a fait marche arrière, sous la pression de quelques sections et est revenue à une prise de position négative concernant le site du Pellerin.

Que de prises de positions... Mais pour les actions, voyez la porte à côté, nous on a déjà donné. Des actions il y en a pourtant : 7000 personnes marchent du Pellerin à Nantes le 28 octobre 78, 1000 personnes labourent et ensementent le site le 17 décembre, jumelage de Cheix et du Pellerin avec Plogoff, démission des maires, journées villes mortes, etc... Et aussi destruction de sept pylones en béton destinés à une ligne électrique à moyenne tension, kidnapping mystérieux d'une vanne purgée de 1500 kg destinée à des travaux de canalisation... sans parler des appels téléphoniques : l'un des fonctionnaires de la délégation mise en place pour suppléer à la vacance de la municipalité démissionnaire du Pellerin, n'a pas supporté de voir son sommeil interrompu la nuit par de mystérieux interlocuteurs nocturnes. Il a démissionné, lui aussi.

La coordination quant à elle réaffirme son opposition ferme à la centrale et rappelle les actions déjà en cours et qu'il faut poursuivre à tout prix, en particulier le GFA et les 15%.

Elle a décidé au lendemain de la déclaration d'utilité publique d'effectuer un recours en conseil d'Etat (il faut un dépôt de 1000F, merci pour vos dons).

La mémoire des Cheixois et des Pellerinois est empreinte de cette phrase prononcée par Giscard un jour de campagne électorale en avril 74, et dont ils avaient placardé les murs de leurs villes mortes le 19 décembre dernier. Certains d'entre eux monteront à Paris mercredi 17 janvier pour tenter de rencontrer son auteur... Ils auront probablement dans la tête l'exemple du Larzac et l'idée d'une même légitimité. Sur la cause, ce mot résonne encore aujourd'hui.

Alors, gardarem lou Pellerin ?

Dominique ●

« Europe-Ecologie » s'ouvre au quart monde

Europe-Ecologie ambitionne de rassembler tous ceux qui ont quelque chose à dire sur l'Europe, mais à qui on ne demande pas leur avis. A côté des thèmes écologiques traditionnels, des thèmes nouveaux : le quart-monde, les handicapés, ...

Europe-Ecologie vient de lancer une souscription nationale et de faire connaître, par l'intermédiaire de la presse, son programme pour les élections européennes. Programme, c'est beaucoup dire, il s'agit d'un certain nombre de thèmes dont certains sont familiers, d'autres moins habituels. On peut déplorer que l'ensemble reste un peu vague. Les rédacteurs ayant manifestement été animés par l'idée qu'il faut lutter pour le bien et contre le mal. Europe-Ecologie se veut un mouvement. On est en pleine mouvance, pourvu que ça dure, et que d'autres que les écologistes historiques, comme disent les marxistes, viennent rejoindre le mouvement et conforter l'effort d'ouverture entrepris. A la tribune qui présentait Europe-Ecologie à la presse le 12 janvier dernier, outre Solange Fernex, Alsacienne de son état et Jean-Claude Delarue, parisien, on ne saurait lui en jeter la pierre, animateur de Sos-Environnement, lequel compte trois pelés et tondus qui se battent en duel entre le courant fédéral et le courant majoritaire, outre ces personnes, donc, bien connues des écologistes, on notait la présence très remarquée de représentants du mouvement ATD Quart Monde et des handicapés.

Le Quart Monde, qui représente environ deux millions de personnes en France, pays d'abondance, et huit millions de personnes en Europe, se définit par une exclusion totale des institutions démocratiques et du minimum « d'assistance sociale » qui est l'apanage des pays civilisés. Trop bas pour tendre la main, même à l'aide sociale. C'est ce qu'on appelle le sous-prolétariat héréditaire, les gens qui accumulent tous les

non-droits. Leur point commun est d'être la conséquence de la même histoire : « les populations les plus exclues se reconnaissent d'un pays à l'autre », explique Macha Joint-Lambert, animatrice du mouvement ATD Quart Monde. Mais l'Europe peut être une chance pour les populations les plus exclues. C'est pourquoi nous voulons entrer dans la campagne électorale, pour faire connaître le problème de la pauvreté, lacune des démocraties occidentales, pour faire entendre cette parole.

Pour expliquer une telle situation, les analyses des Quart-Mondistes rejoignent celles des écologistes : Nous vivons dans une société de performance qui paie le prix de son expansion par millions de sacrifices, en espèce humaine et en nature. Pour ce qui est des solutions, l'écologie préconiserait plutôt une prise en charge, une autonomie des intéressés par eux-mêmes. Mais peut-on décemment parler d'autonomie à des gens dont l'objectif immédiat est de ne pas crever de faim ? Bon, dilemme : le point 8 du catalogue Europe-Ecologie fera sans doute réagir nombre d'écologistes avec sa mention d'un « minimum garanti pour tous ».

Pour les handicapés, Philippe Saint-Martin, lui-même handicapé-moteur, a des idées remarquables. Et pour commencer, sortir ce problème du secteur médico-social, cesser l'amalgame entre tous les handicapés, depuis l'accident en voiture jusqu'au débile profond. Il part du principe qu'il n'y a pas des handicapés mais des fonctions dans lesquelles certaines personnes sont plus handicapées que d'autres : sans aller chercher loin, il faut reconnaître que dans les transports en commun, une



personne encombrée de paquets et accompagnée d'un enfant, se trouve dans une situation que seul un excellent entraînement sportif permet de maîtriser aisément. Sans parler des enfants ou des vieux.

Chaque année, 30000 à 40000 personnes sont déclarées inaptes au travail : au lieu de les mettre, socialement sur la

couche, et de les faire prendre en charge par la sécu, Philippe Saint-Martin estime qu'on pourrait remettre en cause la finalité du travail. Ce n'est plus l'outil qui est adapté à l'homme, c'est l'homme qui doit s'adapter à l'outil. Et alors que les murs du métro sont placardés d'affiches : « Apprenons à vivre ensemble », tout le monde parle des handicapés... sauf eux.

PSU: au carrefour de la réflexion

Dans la tourmente politique actuelle, le PSU serre les rangs et réfléchit.

Le XI^e congrès du PSU s'est achevé dimanche soir à Saint Etienne.

Succédant à Michel Mousel, Huguette Bouchardeau a été nommée secrétaire nationale.

Si c'est la première fois en France qu'une femme accède à la tête d'un parti politique, ce n'est pas un hasard et il ne nous est pas indifférent que cela soit au PSU.

Ce dernier a inscrit en effet depuis longtemps au rang de ses grandes luttes celle des femmes. Les médias ont fait grand cas de son élection, remarquant sans doute plus la femme que la femme politique. Huguette Bouchardeau qui a toutes les qualités d'un leader aura néanmoins fort à faire. Elle hérite du parti promoteur de la convergence pour l'autogestion, d'un parti riche de luttes et de réflexions, mais aussi d'un parti qui n'a pas pu trouver au long des années son identité.

La nomination d'Huguette Bouchardeau est plus qu'un symbole.

Le PSU n'est pas mort. Durement secoué en 1974 par le départ de Michel Rocard et de plusieurs centaines de militants au PS, il fut également éprouvé par les élections législatives de mars 78. A double titre, puisque les candidats du Front Autogestionnaire au premier tour rassemblaient un pourcentage infime de voix et que l'union de la gauche, objet du désistement du Front Autogestionnaire était battue au second tour.

Présenté comme moribond, interrogatif sur sa place, son rôle et son avenir, le PSU a tenu à Saint Etienne un congrès qui a prouvé qu'il fallait encore compter avec lui.

Plus de 400 délégués s'y présentèrent au lieu des 250 attendus.

Trois sensibilités dominaient le congrès.

La première, celle de la majorité du parti, fidèle à elle-même, désirait

rassembler les autogestionnaires en une troisième force pour une gauche différente sans privilégier quelque partenaire que ce soit.

La seconde souhaitait faire de l'aile rocardienne du PS une partenaire privilégiée avec pour objectif « d'apporter d'autres réponses » aux questions que pose Rocard.

La troisième reprenait à son compte l'idée que le problème Rocard était un vrai problème mais que ce dernier proposait une autogestion des compétents (des technocrates) à laquelle il fallait opposer une autogestion des exécutants dont le PSU serait le pilier.

La sensibilité majoritaire s'est trouvée renforcée à l'issue du congrès.

Il n'en reste pas moins que le PSU, en cherchant à définir sa place, son rôle et son avenir, s'est d'abord situé négativement face à la dynamique Rocard et face aux attitudes du PC et du CERES.

« Nous ne sommes pas comme ceux-là, nous ne sommes pas comme ceux-ci » ne cessaient de déclarer les intervenants. Mais alors qui êtes-vous ? « Un parti qui se fixe pour tâche de favoriser la rencontre de ceux qui mènent des luttes dans une perspective autogestionnaire ».

Rien de vraiment novateur dans cette orientation, c'est là l'objectif du PSU depuis plusieurs années. Si les militants socialistes unifiés y trouvent un intérêt nouveau, voire une chance unique comme le soulignait Huguette Bouchardeau, c'est parce que la gauche traditionnelle laisse un vide politique considérable. Le PSU donne l'impression de ménager l'avenir. Devant l'imbroglio de la situation politique à gauche, il ne prend pas d'initiatives trop rapides. Le temps est à la réflexion et au renforcement de l'unité du parti.

On pourrait résumer ainsi l'attitude du congrès : nous ne savons pas trop où nous allons, mais nous préparons les moyens qui nous y mèneront.

Visiblement si des attitudes novatrices peuvent venir du PSU, celles-ci sont pour plus tard.

En ce qui concerne les futures élections européennes, le congrès a révélé une attitude partagée fort également.

Un texte proposait la présentation d'une liste autogestionnaire fédérant une gauche différente sur des thèmes comme « Non au nucléaire civil et militaire, droits des femmes, solidarité avec les peuples du Tiers Monde... » Le même texte privilégiait par ailleurs des contacts avec les forces anti capitalistes de l'Europe unie ainsi que la Grèce, l'Espagne et le Portugal.

Une autre contribution présentait la thèse inverse, souhaitant que le PSU n'apporte point sa caution à la politique capitaliste européenne. Elle proposait par ailleurs de coordonner les luttes dans les entreprises multinationales et les luttes antinucléaires.

Par contre le texte ne choisissait pas les modalités de la non participation : boycott ou appel à l'abstention.

Un texte annexe, confondu avec le précédent, incite au boycott et à la mise en place d'une campagne en vue d'obtenir la modification de la loi électorale qui, pour l'instant, sanctionne financièrement les petits partis.

Une fois encore, on décelait dans le premier texte une tendance respectueuse du jeu électoral systématique et traditionnel et dans le second une tendance selon laquelle le champ politique ne se réduit pas aux élections.

De l'argent pour abolir le profit

A la veille des élections européennes, la situation nationale et internationale est plus explosive et menaçante que jamais : les ressources s'amenuisent, notre milieu s'empoisonne, le chômage sévit de plus en plus, des millions d'hommes meurent de faim, d'autres s'entre-tuent et la course aux armements détourne des ressources financières et intellectuelles de plus en plus considérables de la solution des vrais problèmes. Pendant ce temps, dans les pays riches de la communauté, on assiste à un affrontement d'idéologies dépassées, de clans de droite et de gauche qui cherchent à s'emparer du pouvoir sans discerner que le sol se dérobe sous leurs pieds et les nôtres.

Face à une Europe d'Etats-Nations, refusant toutes concessions, jaloux de leur indépendance (axe RPR-PC) ou une Europe de plus en plus performante, compétitive efficace, dégraissée, impérialiste et exploitant les ressources matérielles et humaines de la planète (axe UDF-Social-Démocratie), les écologistes souhaitent une Europe des régions, une Europe pacifique, conviviale, où les vrais problèmes seraient abordés sans esprit de rivalité ou de concurrence, ni entre pays, ni entre blocs, ni surtout face au Tiers-Monde, une Europe composée de petites unités de plus en plus équilibrées, autonomes, suffisantes, respectueuses de l'homme et de la nature.

Avec 5% des suffrages, les écologistes auront quatre députés au Parlement Européen, et avec les écologistes des autres pays, ils pourront dénoncer les mythes et tendre de toutes leurs forces vers l'avènement de cette Europe fraternelle. Cependant, seuls face à tous les géants aux yeux bandés qui s'affrontent

nous n'avons pas d'argent, ni officiel, ni caché.

L'impression de 66 millions de bulletins de vote et de 38 millions de professions de foi, sans parler des affiches, coûte entre deux et trois millions de francs lourds, qui ne nous seront remboursés qu'en cas de plus de 5% de voix. La France est le seul pays d'Europe où sévisse ce système antidémocratique par excellence. Ailleurs il suffit de réunir un certain nombre de signatures pour que l'Etat paye les frais. Si vous pensez que l'Europe qu'on nous prépare, loin de résoudre notre situation planétaire suicidaire, risque de l'aggraver, et qu'il est important que puisse se faire entendre aux Elections Européennes la voix de la vie, de la nature, de la justice, de la liberté, et de la beauté, c'est vous qui le permettez par un généreux soutien financier.

Trois millions, ce sont 10000 personnes payant 300F chacune. Aux dernières élections 600000 personnes ont voté écologie 78. Vous voyez que notre objectif n'est pas illusoire. Mais à une seule condition : c'est que chacun, conscient de l'objectif, donne non une aumône, mais une contribution adaptée à la fois aux besoins et à ses possibilités personnelles effectives.

Europe-Ecologie c'est vous.

Europe-Ecologie ●

Europe-Ecologie : 11, rue de Larminat
75015 Paris
ATD-Quart-Monde : 107, av. du Gal Leclerc
95480 Pierrelaye



Photo Baumann

Pour le moment, il n'y a pas eu de coupage de cheveux en quatre pour savoir si ces différents mouvements seraient sur la liste des 81 candidats, et à quelle place, l'essentiel étant que ces idées apparaissent au cours de la campagne et que les gens comprennent pourquoi. Ce qu'on peut souhaiter, c'est que d'autres mouvements se joignent également aux écologistes, com-

me les autonomistes régionaux et les femmes, afin qu'Europe-Ecologie soit véritablement le lieu de parole de tous les dissidents, marginaux du système et exclus, qui sont pour le moment spectateurs d'une Europe qui se fait sans eux et contre eux. Dommage, car ce sont les seuls qui ont quelque chose à inventer.

Catherine Decouan ●

Résultat du vote: un tiers pour, un tiers contre, un tiers d'abstentions. La partie est remise en mars.

Du côté de la presse interne au parti, un large débat a permis la transformation de l'hebdomadaire **Tribune Socialiste** en une publication de quelques feuillets hebdomadaires de liaison d'une part et la parution d'un mensuel de réflexion et d'analyse gardant le même titre d'autre part. La réalisation d'un hebdo d'information générale, qui était jusqu'au congrès le rôle que remplissait TS, coûtait fort cher. De plus, le projet grandissant de **Maintenant (Politique**

Hebdo nouvelle mouture) dont la parution est enfin prévue pour mars -et dans lequel le PSU est partie prenante- a certainement pesé sur la disparition de la formule actuelle de TS.

L'écologie, et plus spécialement la lutte antinucléaire, ont fait l'objet de plusieurs contributions. La commission énergie-écologie a souligné les nombreuses ventes réalisées à l'étranger des technologies nucléaires françaises et leurs implications plus ou moins directes dans la prolifération de l'armement nucléaire. Une motion articulait fort

intelligemment le refus d'une société productiviste permettant l'expérimentation et l'utopie avec une série de propositions concrètes pour s'opposer immédiatement au programme nucléaire. On pouvait y lire notamment, en plus du classique moratoire, le projet d'une désorganisation de l'administration EDF par le paiement fractionné de la facture d'électricité ou bien le projet d'organiser avec l'accord des syndicats une réédition volontaire de la grande panne en faisant disjoncter le réseau électrique pour prouver l'absurdité du tout nucléaire tout électrique.

Projets audacieux, dans la plus pure ligne de la désobéissance civile, qui furent vigoureusement dénoncés comme fantaisistes et peu crédibles par Brousse (alias Turquan) journaliste représentant le PSU dans l'équipe de **Maintenant**. Son intervention laisse malheureusement présager du sort qui sera réservé aux luttes originales de désobéissance et aux diverses dissidences non répertoriées dans le futur **Maintenant**.

Le clivage le plus important au sein du PSU n'est pas entre ceux qui penchent vers Rocard et les autres, ni même entre les diverses sensibilités déclarées au sein du parti. Il est entre ceux qui désirent que le PSU s'investisse beaucoup plus dans les luttes à la base -quitte à ce qu'il y perde son image de parti sérieux- et ceux qui désirent, au nom de l'occupation du champ politique, conserver des possibilités de dialogue avec la gauche institutionnelle.

Le PSU existe là, avec ce vivier de

militants, si proches des groupes écologiques, des groupes femmes, de l'antimilitarisme, et auxquels se mêlent la survivance d'un appareil politique traditionnel.

Il y a au centre de cette opposition qui partage littéralement le PSU en deux, la question de l'occupation du champ politique et de la capacité à poser le problème du pouvoir dans une société. Historiquement, le PSU ne peut le poser que de façon traditionnelle. Son suivisme de la gauche sur cette question lui fait dire que toute autre attitude se condamne à l'inexistence politique.

Lorsqu'on connaît l'extrême sensibilité des autogestionnaires «hors PSU» et des expérimentateurs sociaux face à cette pratique traditionnelle de la politique, on se dit qu'il y a là un sérieux obstacle à l'idée d'une convergence.

Il est sans doute vrai qu'un mouvement social grandissant pourra difficilement éviter de se poser le problème du pouvoir. Il est également vrai que cette question ne se pose presque jamais dans le mouvement écologique. Elle n'est pas abordée parce qu'il n'existe pas de réponses autres que celles qu'indiquent les pratiques des partis politiques, PSU compris.

Il reste aujourd'hui à inventer une théorie et une pratique du pouvoir qui soient complètes et différentes pour les groupes se réclamant de l'autogestion.

Yves Bruno Civel
Jean Luc Lavigne ●



Photo GO/Civel

L'histoire du plutonium (2)

Yves Lenoir, notre ami de la commission «énergie» des Amis de la Terre, poursuit l'histoire du plutonium commencée dans notre dernier numéro. Nous en étions au retraitement des combustibles irradiés. Et avec 1747 tonnes de combustibles en souffrance (dont 17T dePu), la situation de l'industrie du retraitement n'est pas très brillante.

Les discours officiels traduisent assez mal cette réalité. Par exemple, en mai 77, les participants à la Conférence de l'AIEA à Salzbourg entendent, sans sourciller, trois responsables de la COGEMA du CEA et de St Gobain déclarer à propos du complexe HAO-UP2 de la Hague : «Les premiers actifs de cette unité ont eu lieu durant les mois de mai-juin 76. On prévoit de porter progressivement la capacité effective de ce complexe à 400 T an en 1978 et à 800 T an en 81.»

Puis, traitant de l'expérience acquise en France, ils poursuivront ainsi : «L'expérience de la COGEMA dans l'exploitation des usines de retraitement est considérable. En effet, bien que menée sur des combustibles à plus faibles taux de combustion que les combustibles LWR qui vont être retraités maintenant, l'activité passée des usines de Marcoule et de la Hague a permis d'accumuler un nombre important de données pratiques, que nul essai de laboratoire ou calcul ne peut bien évidemment remplacer. Expérience considérable obtenue, par exemple, dans le domaine de la chimie et de la technologie de base du procédé «Purex» d'extraction par solvant. Ou bien dans des domaines annexes importants tels que ceux concernant la télémanipulation, la technologie de transfert de liquides et de solides, la corrosion, les divers incidents susceptibles de se produire, leurs conséquences possibles sur la sécurité. Ou bien encore dans les domaines des techniques d'intervention, de réparation et d'entretien de matériels contaminés ou inaccessibles parce que trop irradiés. Enfin il ne faut pas oublier l'aspect important des problèmes de gestion et d'organisation d'ensembles industriels aussi complexes. Partout, le travail en usine a constitué le meilleur des bancs d'essais imaginable. De ce fait, l'adaptation de l'usine de la Hague au traitement des combustibles oxydes de réacteurs LWR a pu être simplement rajoutée à la partie «extraction» existante de l'usine. En procédant ainsi par paliers successifs vers des difficultés croissantes, les chances de succès ont été considérablement augmentées. A cet égard, le retraitement réussi des seize premières tonnes de combustibles au cours d'une première campagne expérimentale en mai 1976 en témoigne.

L'expérience dans l'ingénierie par St Gobain, techniques nouvelles, en liaison avec le Service de construction des usines (SCU) du CEA a été acquise d'une part dans la construction des installations françaises, à Marcoule et à la Hague, d'autre part à l'étranger (usine d'Eurochemie en Belgique, et de Tokai-Mura au Japon). Ceci s'est traduit par une amélioration continue des techniques mises en oeuvre, nécessaires pour retraiter des combustibles à taux d'irradiation de plus en plus élevés, en maintenant les mêmes garanties de sûreté et de fiabilité.»

Des affirmations de la même veine égaieront quelques mois plus tard les propos des conférenciers d'Istanbul... entre temps aura eu lieu la manifestation du 31/7/1977 à Malville. Il s'agit maintenant de comprendre le fossé qui sépare les faits des dires. Pour cela nous devons remonter au début des années 70 et examiner l'évolution

des programmes de retraitement des combustibles-oxyde.

LES REVISIONS EN CHAÎNE

a) L'année 1971

C'est l'année des grands accords pour une «économie» du plutonium. Après avoir mené de concert, plus ou moins sous l'influence d'EURATOM, d'importants programmes de recherche et développement sur la technologie des réacteurs à neutrons rapides, les atomistes et les électriciens européens s'engagent dans la voie de l'industrialisation de cette filière :

- Le 10/5/1971, EDF et RWE (Rheinische-Westfälische Elektrizitätswerk, principal financier de KEWA) signent un accord pour réaliser des surrégénérateurs «suffisamment grands», avec une ouverture pour une éventuelle participation de l'ENI.

Il est en particulier prévu que la construction du 1er réacteur aura lieu en France et débutera un an après la mise en service de Phénix; EDF y participera pour 70% contre 30% pour RWE. L'équivalent allemand est programmé de façon

Etant données les promesses de Windscale et la Hague, les partenaires commencent par décider de différer la construction de l'usine KEWA (1500 T/an) «jusqu'à ce que le besoin s'en fasse sentir.»

L'Allemagne a besoin de cet accord d'abord pour entrer dans l'ère du plutonium, et ensuite parce que la loi atomique fédérale n'autorise le démarrage des centrales que si le retraitement et le stockage de ses déchets sont assurés. On verra plus loin une des raisons qui imposaient un accord à trois plutôt qu'une série d'accords bilatéraux. (Depuis KEWA a été racheté par le consortium DWK qui est chargé de la construction et de l'exploitation de l'usine globale «Entsorgung der Kernkraftwerke» de Gorleben en Basse Saxe, planifiée pour entrer en service autour de 1989... il sera temps!)

Remarque : La République Fédérale d'Allemagne a signé le TNP, Traité de Non Prolifération, le 5/3/1970 mais il n'est pas encore ratifié en 1971 (cela ne sera acquis qu'en 1975...).

Retarder le projet KEWA n'est pas militairement neutre, Certes

cation de combustible au plutonium d'une capacité unitaire théorique de 1400 T/an que la DWK prévoit de n'utiliser qu'à 50% de leurs limites.

Nous espérons nous être fait comprendre : une défense européenne, peut-être, mais où sera-t-elle bary-centrée?

b) Le Tournant 1973-74

Un mois avant la guerre du Kippour, en septembre 1973, l'atelier B 204 de l'usine de Windscale, l'équivalent de HAO pour la Hague, est le lieu d'un grave accident dont les conséquences n'ont pas encore été complètement prises en compte. (Pour l'immédiat : 35 ouvriers contaminés et ajournement sine die des opérations après les mésaventures du «Comet», celles du nucléaire made in England...)

En dehors de la WAK, il n'y a donc à cette date plus une seule usine de retraitement des combustibles oxyde en service dans le monde.

Jouant sur la crise pétrolière, l'arrêt de Windscale, le projet d'extension d'HAO (unité de départ pas encore achevée...) et un tableau de marche prévisionnel très optimiste, les dirigeants du CEA commencent à collectionner les contrats.

Il n'est pas inutile d'avoir connaissance du plan de charge établi pour HAO-UP2 par la direction des Productions du CEA :

1975	100 tonnes
1976	200 tonnes
1977	300 tonnes
1978	350 tonnes
1979	600 tonnes
1980	800 tonnes,

soit un total de 2350 tonnes sur six ans.

Fort de ces chiffres le CEA négocie, via UNIREP, le retraitement de 1837 tonnes de combustibles à prix ferme (à titre indicatif : le coût prévisionnel du retraitement était de 290 F/kg fin 1973 - «Les coûts de référence» EDF, Direction Générale -). En 1978 ils dépassaient 3000 F/kg et des 330 tonnes seules 67 ont été retraitées en provenance de Mülberg et de Stade, honneur aux monnaies fortes!), et 192 tonnes de combustibles EDF, ce qui donne un total de 2129 tonnes. Comme le note le CEA, on aura même une «capacité libre de traitement cumulée de 221 tonnes!»

c) L'engrenage, 1974-1977

«Il est déjà acquis qu'une pénurie de retraitement va apparaître dont la résorption n'est pas en vue, et les électriciens du monde entier - à l'exception de l'Europe espérons-nous - devront ainsi se livrer à un stockage en l'état long, coûteux et peu souhaitable de leurs combustibles irradiés.» A. Giraud «Capacité nucléaire de la France», deuxième session du Centre des Hautes Etudes de l'Armement, 3/10/1974, Paris.

La plus extraordinaire opération commerciale de l'histoire va se dérouler durant ces trois années qui ont vu le lancement fiévreux de formidables programmes de centrales nucléaires dans les pays d'Europe occidentale et au Japon.

En Suède, en Suisse, en Allemagne et en Autriche la loi impose d'avoir une solution pour retraiter et gérer les déchets avant de pouvoir mettre en service une centrale nucléaire.

Et l'usine de la Hague reste seule en piste, puisque, nous l'avons noté, Windscale est hors service.

Les carnets de commande intègrent admirablement toutes ces données du problème :

- BNFL marchande 1150 tonnes de

contrats avec l'étranger, une misère;

- La COGEMA se taille la part du lion, pour la période 79-85, à savoir :

1705 tonnes avec l'Allemagne
222 tonnes avec l'Autriche
324 tonnes avec la Belgique
120 tonnes avec la Hollande
2200 tonnes avec le Japon
620 tonnes avec la Suède
et 469 tonnes avec la Suisse.

Un très joli total de 5760 tonnes, auquel il faut adjoindre le combustible EDF (1590 tonnes d'ici 1983) et le reliquat à retraiter, 1952 tonnes, des contrats signés avant 1975. On obtient alors le tonnage impressionnant de 9292 tonnes plus 67 tonnes qui ont déjà (!) été retraitées à ce jour.

Or, vu les prévisions de 1974 et les résultats acquis au début de 1977, aucun client ne pouvait se faire d'illusions sur la compétence de la COGEMA. Le retard de retraitement n'atteignait-il pas déjà 450 tonnes avec une unité HAO récalcitrante à la mise en exploitation industrielle ?

Les explications de la COGEMA ont donc uniquement visé la classe politique et les relais d'information vers le public. Elle commence par incriminer les mouvements de grève fin 76 et début 77 à la Hague et Marcoule puis prend prétexte de la priorité à donner au retraitement des combustibles graphite-gaz. Cette argumentation a été reprise fin 77 par le Ministère Fédéral de l'Intérieur en RFA dans un dossier établissant la faisabilité de Gorleben (Les «ennuis de la Hague étant désormais admis à l'étranger, la faisabilité de Gorleben tient plutôt au savoir-faire industriel germanique et à la connaissance des erreurs à éviter; souplesse de la logique politique!) au vu de la situation générale du retraitement dans le monde! La grève à la COGEMA n'était due qu'au changement de statut de l'entreprise, bien sûr.

La réalité c'est qu'on tente de faire retraiter à Marcoule, conçue pour du combustible militaire, le combustible des centrales graphite gaz d'EDF, trente fois plus actifs, et d'adapter la Hague prévue pour le combustible graphite-gaz d'EDF, aux combustibles oxyde quatre à six fois plus irradiés. Ça coince alors partout. Peu importe!

BNFL est prise de vitesse. La COGEMA n'aura donc aucune difficulté pour financer les extensions UP3A et UP3B de la Hague, puisque ses clients s'engagent à les payer par avance. On parle même déjà d'UP3C ce qui porterait la capacité prévisionnelle cumulée de l'usine au chiffre fantasmagorique de 18000 tonnes.

Le plus grand bluff industriel et politique de l'ère nucléaire vient de réussir. La Hague en a été l'outil et l'enjeu.

d) Fin 1977 on révisé encore, mais insuffisamment.

Pour bien montrer que nous sommes en face d'un bluff caractérisé, nous mentionnerons ici un document COGEMA daté de décembre 1977 où apparaissent les prévisions maximales de production à l'usine de la Hague pour la période 1978-1983 : un modeste total de 1530 tonnes (combustible oxyde) dont 150 tonnes pour 1978.

Rappelons que les contrats de 1974 portent sur 2129 tonnes et ceux de 77-78 sur 5760 tonnes, non compris le combustible d'EDF.

De plus, en ce début de novembre 1978, le bilan actuel pour l'année du côté des oxydes n'est encore que d'une trentaine de tonnes.

Il va falloir réviser en baisse...

Y. Lenoir (à suivre)

ET LE PLUTONIUM ?



analogue un an après le démarrage du SNT 300 à Kalkar et la répartition des participations est inversée. Le programme Superphénix est lancé.

- Le 7/8/1971 KWV, BNPG, Belgo-nucléaire, ENI et BNFL signent un accord industriel. Ses termes portent sur un échange de technologie : La technique eau-légère allemande contre la technique rapide britannique. L'accord intéresse aussi la fabrication des combustibles. Il est clair que les Allemands ne tiennent pas à demeurer à la traîne des Français dans le domaine des surrégénérateurs.

- Le 12/10/1971, création d'UNIREP, United Reprocessor GmbH, dont le siège se trouve à Frankfurt/Main. Son premier Pdg est André Giraud. UNIREP résulte d'un accord tripartite entre CEA, BNFL et KEWA «en vue d'établir une politique d'investissements concertés dans le domaine du retraitement ainsi qu'une politique commerciale du plutonium unifiée.»

l'industrie nucléaire allemande est contrôlée par EURATOM et l'AIEA mais l'histoire est jalonnée de procédures de contrôle tournées et, tout comme on y trouve d'excellents anciens du CEA, nombre de contrôleurs d'EURATOM et de l'AIEA ont dû commencer par travailler à Karlsruhe ou à Jülich. Quelles contreparties a obtenues l'Allemagne en échange de ce retard? Il faudrait là connaître les dessous des multiples opérations coordonnées entre la France, la Grande Bretagne et l'Allemagne dans les domaines de l'aérospatiale et du nucléaire pour discerner quels peuvent bien être les desseins et les atouts des uns et des autres.

Il est cependant clair qu'aucun des trois n'est enclin à se confiner dans un second rôle.

Pour en revenir au nucléaire, l'enlèvement franco-britannique à Windscale et la Hague accroît simultanément le besoin d'une grande usine allemande et l'acceptabilité politique, intérieure et extérieure, de cette dernière, c'est-à-dire du projet Gorleben -deux chaînes de retraitement et de fabri-

Mécène pour le poisson d'or

Il y a à Paris, haut-fait rarissime, une galerie de peinture où des peintres et des dessinateurs peuvent exposer sans considération de fric ou de notoriété. C'est la galerie du «Poisson d'Or», dans le quartier des Halles (rue des Prêcheurs). Elle n'est sans doute pas la seule, mais elle connaît aujourd'hui de sérieuses difficultés. Aussi ceux qui y accorchaient habituellement leurs tableaux ont-ils décidé de laisser un certain nombre de leurs œuvres au profit de la survie du «Poisson d'Or». Preuve de l'importance pour eux de ce lieu de rencontres et d'échanges.

L'exposition qui se tient jusqu'au 20 janvier n'a toutefois rien à voir avec une vente de charité : pas une seule toile, pas un seul dessin ringard. A l'art du risque, Jacqueline Lejeune, animatrice de la galerie, joint un goût certain et un tempérament de découvreur. De plus, les prix ne sont pas exorbitants : ils tournent pour la plupart autour de 600, 800 et 1000F. Ce n'est quand même pas la mère à boire. De toutes manières, une petite visite serait un encouragement, et pour la galerie et pour les peintres, la plupart versés dans l'ar brut.

P.-Y. P. ●

Le R.O.C. existe toujours

Il y a en France, actuellement 250000 chasseurs, plus que dans tous les autres pays d'Europe réunis! Il y a (aussi) des non-chasseurs, «usagers» de la nature, majoritaires par leur nombre et

pourtant contraints de supporter les vaillants et sportifs porteurs de fusil.

Ces non-chasseurs ont souvent peur, hésitent, en période d'ouverture, à s'aventurer dans la campagne transformée en champ de tir, empêchent leurs enfants de pénétrer dans les sous-bois... et chaque année, des tragédies ont lieu.

Par jeu, par «sport», par gloriole, par esprit de compétition, peut-être pour se défouler, on tue. La faune sauvage devient propriété des possesseurs de permis qui l'exterminent à l'occasion sous le nom de «nuisible» au profit de leur gibier lui-même victime en puissance.

Les chasseurs sont les maîtres de la campagne où ils causent dangers, nuisances ou accidents. Ils ne craignent pas le paradoxe, s'intitulant souvent eux-mêmes défenseurs de la nature, voire «écologistes».

Il faut rappeler qu'existe un «Rassemblement des Opposants à la Chasse» (R.O.C.) 173, rue du Faubourg St Antoine 75011 Paris, auquel on peut s'adresser pour tous renseignements et adhésion (joindre une enveloppe timbrée pour la réponse).

Transformateurs secs

Jeumont-Schneider accroît sa participation dans les programmes d'équipements EDF. Le département «Transformateurs Secs» vient de se voir confier la réalisation d'un nouveau lot de 113 transformateurs secs 630 kVA, 6600 V/400 V, destinés à l'équipement des centrales nucléaires des paliers 900 MW et 1300

MW. Cette commande complète celle des années précédentes. Ainsi en trois ans, Jeumont Schneider aura fourni 427 transformateurs secs d'auxiliaires de centrales nucléaires. En effet, la technique de ces transformateurs secs est spécialement adaptée à l'environnement très exigeant des centrales nucléaires. Ils ne nécessitent aucun entretien, sont absolument ininflammables, résistent à une température permanente de 220°C, et ont subi avec succès les essais de tenue au séisme (vibration dans les trois axes de l'ensemble cabine-transformateur avec des accélérations pouvant atteindre 0,6G).

C'était un communiqué triomphal de Jeumont-Schneider.

La justice française ou celle de Videla

Deux militants libertaires du Comité pour l'Organisation du Boycott de l'Argentine (C.O.B.A.) seront jugés à Brest le lundi 22 janvier pour avoir écrit sur les murs d'un stade : «1936 : Berlin, 1978 : Buenos Aires. Non au Mondial» dénonçant ainsi le caractère fasciste et criminel du régime de Videla et l'utilisation du sport à des fins politiques.

Doit-on rappeler que c'est le peuple argentin, déjà surexploité qui a financé l'organisation de la Coupe du Monde de football et par là même la gigantesque opération de propagande qui visait à faire oublier les sévices que la junte militaire lui fait subir?

Doit-on rappeler que les assassinats, les mystérieuses disparitions, les tortures et

les mutilations, les exécutions sommaires et les procès truqués sont monnaie courante en Argentine et n'épargnent personne?

Doit-on rappeler que la terreur étatique, l'inflation, le chômage, la misère sociale, l'exploitation capitaliste sont le lot quotidien des travailleurs de ce pays?

C'est précisément parce que les anarchistes ne sauraient l'oublier que deux d'entre nous, Bernard Chevet et Alain Drogou, militants du C.O.B.A. décidèrent à l'occasion de la Coupe du Monde de football, de rappeler à la population de Brest la réalité du régime de Videla et de ses tueurs.

Le 22 janvier, Alain Drogou et Bernard Chevet seront jugés à Brest. Face à ce procès, qui sera avant tout le procès de deux militants anti-fascistes, le groupe libertaire Armand Robin et la Fédération Anarchiste se déclarent pleinement solidaires des inculpés et appellent la population à soutenir Alain et Bernard en assistant à leur procès le lundi 22 janvier au Palais de Justice de Brest.

F.A. ●

Pas sportifs à l'EDF

Dans ses dernières «notes d'information», gracieusement envoyées à la GO (merci!), EDF ne dit mot de la fameuse grande panne de décembre. Il est vrai qu'en matière de relations publiques, cette panne se suffisait à elle-même... Idem dans «la vie électrique», la revue de la maison. Allons, du courage! Les pannes, ça arrive à tout le monde, faut pas avoir honte comme ça! Dans le même numéro de la «Vie catholique» (pardon! électrique), une in-

terview désopilante de Louis Leprince-Ringuet, le savant nucléaire. On ne devrait jamais vieillir. «J'aime peindre les pylones», dit Leprince-Ringuet, ce sont les symboles du monde moderne». Il aime aussi beaucoup les trains, les gares, les autoroutes la nuit et la lumière des projecteurs sur les aéroports : «L'arrivée nocturne sur une grande ville, c'est très émouvant. Chaque petit point lumineux représente une vie, des gens qui vivent». Cotisons-nous pour lui offrir un cerceau éclairé au néon...

Rubrique sociale

A l'appel des «ouvriers qui en ont ras-le-bol d'être exploités», un piquet de grève a paralysé jeudi dernier la production de l'usine Thuillier de La Clayette (Saône et Loire), liée au groupe De Wendel Empain, et qui emploie 300 ouvriers, immigrés pour la plupart. Le jour même 98% des ouvriers s'associaient au mouvement pour exiger le 13^e mois et une grille de salaire cohérente. Cette usine travaille pour Dassault et pour le nucléaire. Les immigrés bossent devant des fours à 5000 degrés et touchent à peine le SMIC.

C'était notre rubrique : la lutte des classes continue!

Rien ne va plus à l'hôpital de St Vallier (Drôme) : 17 postes d'infirmiers sont supprimés au centre psychiatrique. Ni préavis de licenciement, ni indemnités, que fait-on des droits du travail si la fonction publique elle-même ne les respecte pas? Pour joindre et soutenir les grévistes : le 23 00 33 à St Vallier.

C'était notre rubrique : dans les coins les plus inattendus.

Cambodge, année zéro du Tiers Monde...

Le blitz des blindés et des chasseurs vietnamiens sur le Cambodge, ça passe mal... Ce n'est pas qu'on regrette l'indéfendable Pol Pot et le terrorisme sanglant des Khmers rouges. Probable que dans l'immédiat, les Cambodgiens vivront un peu moins mal. On le sent bien, et la percée des chars vietnamiens sur Phnom-Penh ne choque pas autant l'opinion que la percée des chars soviétiques sur Prague il y a dix ans; même si les deux fois c'est Brejnev qui a donné le feu vert!

Mais on est en droit d'être plus exigeant avec les Vietnamiens. Pendant des années, de Berkeley à Francfort, de Paris à Melbourne, le Vietnam a été le symbole de nos refus, le détonateur de nos luttes radicales; même si Baader et Glücksmann n'ont pas suivi ensuite le même chemin... Le Vietnam, surtout à travers les maquis du sud, c'était aussi l'image d'un communisme plus libre, plus détendu, accueillant à tous, où par la force des choses les décisions venaient d'en bas et pas seulement d'en haut. Comme c'est loin tout ça...

Aujourd'hui, Hanoï se paye une armée coûteuse et suréquipée (cf. l'inventaire du Monde, 10 janvier 1979). Aujourd'hui, Hanoï lance ses troupes de choc au Cambodge et affirme cyniquement qu'il s'agit d'une «affaire intérieure au Cambodge dans laquelle personne ne peut s'ingérer» (Vo Van Song, Antenne 2, 7 janvier 1979).

Une lutte populaire de libération, menée pendant des années avec l'admiration et l'appui du monde entier, s'est donc dégradée pitoyablement. Hanoï se trouve prise, de son plein gré, dans la logique implacable du système des États. Hanoï joue à fond le jeu des superpuissances, alliée inconditionnelle de l'une, ennemie jurée de l'autre, finissant avec la troisième. Les Vietnamiens jouent le jeu de l'U.R.S.S., impatiente de contrer les récents succès chinois à Tokyo et à Washington. Tout comme les Cubains font en Éthiopie ou maintenant au Yémen le jeu soviétique, autre dégradation pitoyable... Quand Hanoï a salué bruyamment, en août 1978, l'anniversaire des chars soviétiques à Prague, ce n'était pas seulement habileté diplomatique mais auto-justification anticipée...

Pourtant Hanoï n'est pas un simple pion passif sur l'échiquier de Brejnev (qui paie bien : assistance technique, crédits d'équipement, armement). Les Vietnamiens ont choisi librement, car ils sont pris dans la logique impérieuse du Parti-État. Logique qui les mène à réduire une à une toutes les différences, à élargir de plus en plus leur contrôle. Avant le Cambodge, ils ont «normalisé» le Laos (1977). Avant cela, les peuples minoritaires (Thaï, Yao, Méo) du nord-ouest du pays, dont le régime autonome a été aboli en 1976. Et dès 1975, ils avaient liquidé tout l'acquis politique créateur du FNL-SVN (1) qui pendant des



Photo H. Bureau / Uygma

années avait lutté sur le terrain grâce à des alliances originales (bouddhistes, minorités, intellectuels, mouvement des femmes...) et qui avait toujours répété que sa réunification avec le nord serait un processus «très, très lent».

Analyser amèrement la dégradation de l'élan révolutionnaire vietnamien, ce n'est pas faire des Khmers rouges des martyrs. Eux aussi avaient fait leur choix et l'avaient brutalement imposé aux Cambodgiens : austérité de fer,

discipline, alliance inconditionnelle avec la troisième superpuissance.

N'oublions quand même pas nos réactions quand, en 1975, Phnom-Penh et son million d'habitants furent vidés en une nuit, défi insolent à toute la ligne d'évolution historique de l'Occident depuis quatre cents ans. C'était un peu l'an 01 rêvé après mai 68... Les théoriciens des Khmers rouges, comme Kieu Samphan, voulaient revenir à

l'ère «angkorienne», le glorieux Cambodge du moyen-âge. Ils voulaient totalement s'isoler de l'environnement capitaliste mondial, dont ils n'attendaient rien de bon. Ils se sont enfoncés dans une impasse tragique, mais leurs refus initiaux étaient-ils si différents des nôtres? Ils savaient que le tiers monde, et aussi les pays «socialistes», sont inéluctablement happés par le modèle occidental de développement et sa force de contagion perverse: multinationales faisant la loi sur le marché des matières premières et de l'emploi, fascination de la société de consommation et de son gaspillage, «progrès» technologique générateur d'inégalités sociales croissantes au bénéfice des maîtres du pouvoir politique et du savoir expert.

S'isoler totalement mène au désastre, mais l'autre voie mène à une dépendance croissante vis-à-vis du modèle occidental. L'Afrique noire est mal partie, a dit René Dumont... La Chine accueille les centrales nucléaires françaises et pavoise. L'Inde s'est enlisée depuis son indépendance de 1947. Le Vietnam, malgré sa logique impériale du Parti-État, est à la remorque des Soviétiques, eux-mêmes à la remorque du modèle occidental de «croissance». C'est bien l'année zéro du Tiers Monde.

Conclusion: il faut frapper au centre. Le vieux rêve révolutionnaire d'un détour planétaire par la «zone des tempêtes» en s'appuyant sur le Tiers Monde pour prendre l'ennemi à revers, comme l'espéraient Lénine, Guévara, Lin Piao, c'est bien un rêve. Nous constatons aujourd'hui que le système mondial dominant, que j'appelle capitaliste et impérialiste faite d'analyses nouvelles suffisamment solides, ne peut être abattu qu'en son centre. Dire ça, ce n'est pas céder à la vieille vanité européenne... c'est plutôt parler avec accablement... Corragio, monstre!...

Jean Chesneaux ●

(1) Front National de Libération du Sud-Viet Nam.

Le virus hybride a t

Dernières victimes de la variole ou premières victimes des manipulations génétiques

Le 12 septembre dernier, mourait à Birmingham (Angleterre) une femme de 40 ans, Janet Parker. Autant que l'on sache, la défunte n'était pas une de ces personnalités qui marquent une époque. Il n'en reste pas moins que sa mort constitue l'un des faits majeurs de l'année 1978.

C'est qu'en cette affaire, la vedette n'est pas la victime mais le tueur, minuscule particule de matière de 210 milliardièmes de millimètre de long, évoluant à la frontière floue qui sépare le vivant de l'inerte: un virus. Celui-ci se trouve être d'une race bien particulière, puisqu'elle n'a pu encore être déterminée après trois mois d'une expérimentation intensive.

Janet Parker est, sans doute, la première victime des «manipulations génétiques». Il est, hélas, à craindre qu'elle ne soit pas la dernière.

Dans l'aile Est de la faculté de médecine de Birmingham s'est installé, voici quelques années, un laboratoire spécialisé dans le stockage et les manipulations des virus de type «pox» (varioles humaines et animales). Dirigé depuis deux ans par le professeur Henry Bedson, autorité mondiale en matière de variole et de virus associés, ce laboratoire était classé «P4» (plus haut niveau de sécurité).

Selon le «guideline» établi en 1976, par les spécialistes mondiaux réunis à Asilomar (Californie), un tel laboratoire aurait du être installé dans une enceinte monolithique (murs, plancher, plafond d'une seule pièce), en matériaux non poreux. Une enceinte parfaitement étanche, qui ne communiquait avec l'extérieur que par des sas soigneusement désinfectés à chaque passage et une étuve à double accès. Un système de ventilation maintenait en dépression l'atmosphère interne du laboratoire. Les effluents (air, eau) étaient rigoureusement stérilisés avant rejet. En 1976, le laboratoire fut contrôlé par le comité britannique pour les agents pathogènes dangereux (DPAC) et, de nouveau, vérifié en mai 1978 par une équipe de l'OMS (Organisation Mondiale de la Santé).

Le 23 août dernier, Janet Parker, qui travaillait comme photographe au service d'anatomie de la faculté, service situé à l'étage immédiatement au dessus du laboratoire, fut prise de malaise. Transportée à l'hôpital, on constata qu'elle présentait les symptômes de la variole.

Elle fut alors admise au service d'isolement de Solihull où elle devait mourir dix huit jours plus tard. Dans les jours qui suivirent l'hospitalisation de Janet Parker, les autorités de santé de la zone de Birmingham dressèrent une solide barrière sanitaire autour du foyer d'épidémie. Huit personnes, dont le père et la mère de la victime, une ambulancière et un technicien de l'hôpital, furent atteintes par le virus et placées en isolement à Solihull. Deux cent cinquante personnes au total, dont le professeur Bedson, furent assignés en quarantaine à domicile. De leur côté, les spécialistes examinaient les prélèvements effectués sur les malades et constataient que le virus responsable de l'épidémie était d'une espèce inconnue et très agressive.

Le «suicide» de Bedson

Le 1er septembre, la presse nationale et internationale parlait, pour la première fois, de l'épidémie de «variole» de Birmingham. Dans la soirée, le professeur Bedson était découvert chez lui, dans son bureau, la gorge tranchée. Transporté à l'hôpital, en état de coma dépassé, il devait mourir cinq jours plus tard, par interruption de la réanimation. Les gens qui l'ont bien connu disaient qu'il était «un petit homme calme et réservé, se livrant intensément à son travail de recherche». Virologue de réputation mondiale, père de trois enfants à charge, Henry Bedson ne semblait pas être de ceux qui se



Varioles humaines et animales

Les virus des diverses varioles humaines et animales ont des caractéristiques communes qui permettent de les classer dans une famille unique. Leur aspect au microscope électronique d'abord: ils se présentent sous la forme de minuscules «briques» aux angles arrondis de dimensions constantes: 210 x 260 milliardièmes de millimètre.

Par ailleurs, le matériel génétique commun à tous les virus de cette famille est de l'ADN. Ils se cultivent tous sur membrane d'embryon de poulet et créent sur ce support, à des températures d'incubation précises, des lésions caractéristiques. Ces températures et le type des lésions constituent pour les spécialistes des indicatifs qui permettent de différencier entre eux les divers virus de la famille. Un virus de race très particulière, la vaccine, provoque chez l'homme, après inoculation, une maladie bénigne (dans la grande majorité des

cas) qui l'immunise contre tous les virus connus de la famille.

Enfin, les virus de la variole se distinguent par leur extrême instabilité génétique. Ils échangent spontanément entre eux des matériaux génétiques en créant des hybrides. Ils intéressent à ce titre beaucoup de chercheurs.

Parmi ces virus existent quelques uns des agents pathogènes les plus virulents et contagieux qui existent. Nous n'en citeront que deux: la variola major, variole spécifique de l'être humain, dont le taux de mortalité au cours de certaines épidémies a atteint 45% des individus non-immunisés et la myxomatose, variole spécifique du lapin, dont on a pu voir les ravages. S'il existait, dans cette famille, des virus non sensibles aux anticorps développés par la vaccine, ils représenteraient pour l'humanité un danger supérieur à celui que font planer les explosifs nucléaires.

suicident... surtout à l'arme blanche. Précisons qu'avant de se «suicider», Bedson avait, de son propre chef, fait procéder à la désinfection totale de son laboratoire et fermé celui-ci le 25 août. Ce détail précis et bien vérifié est en contradiction avec certaines déclarations ultérieures(1). Quelques heures après le décès du professeur, les autorités de l'université de Birmingham déclaraient officiellement: «L'université a pris connaissance du rapport préliminaire de la commission d'enquête réunie sur demande de l'Autorité de santé. Aucune erreur n'a pu être relevée, en matière de sécurité, à l'encontre du professeur Bedson».

Le 12 septembre, soit le lendemain de la mort de Janet Parker, l'épidémie de Birmingham était considérée comme

jugulée et les quarantaines levées. Il ne restait plus, alors, au service d'isolement de Solihull, que deux personnes: Hilda Whitcomb, mère de Janet Parker et Anne Whale, l'ambulancière qui avait assuré son transport. Elles se tirèrent sans dommage de cette aventure. Depuis cette date, l'enquête ouverte par J.W. Brown, Coroner des West Midlands, piétine en attendant les conclusions de la commission spécialisée réunie par David Ennals, secrétaire d'Etat à la santé.

Les oubliés

Depuis plus de trois mois, les prélèvements effectués sur le corps de Janet Parker sont en cours d'analyse au St

frappé

: Docteur Bedson et Miss Parker.

Mary's Hospital de Londres. La recherche a été confiée au professeur Keith Dumbell, virologue éminent et ami de longue date de Bedson. Il avait réalisé avec celui-ci, en 1963, à Liverpool, d'importants travaux sur les mutations provoquées sur les virus de la variole. A ce jour, aucune conclusion n'a été officiellement déposée sur ces recherches. Seules quelques indiscretions ont filtré par le canal du puissant syndicat des scientifiques (ATMS). Elles révèlent des faits troublants.

Tout d'abord, le virus «Parker» n'est pas, comme on l'avait pensé à l'origine, un hybride de la variole du singe.

L'examen des notes personnelles de Bedson, ensuite, révèle qu'il avait déstocké, au début du mois d'août, six souches de virus hybrides variole humaine/variole bovine qu'il avait «créées» avec Dumbell, en 1963, à Liverpool. Ces virus avaient été conservés jusqu'alors en surgélation. Précisions à ce sujet que ce déstockage avait



Le contrôle des manipulations génétiques en France

Il existe, en théorie, quatre niveaux de contrôle:

- Le niveau international par le biais des conférences d'experts et l'O.M.S. (Organisation Mondiale de la Santé).
- Le niveau européen E.M.B.O. (Organisation Européenne de Biologie Moléculaire).
- Le niveau national, par deux commissions de la D.G.R.S.T. (Direction Générale de la Recherche Scientifique et Technique).
- Le niveau local par les commissions départementales d'hygiène et de sécurité.

L'O.M.S. et l'E.M.B.O. n'exercent aucun contrôle direct sur les recherches. Elles se contentent d'émettre des «observations» que chacun peut suivre à sa guise. La D.G.R.S.T. est la seule instance qui exerce un contrôle par le biais tout théorique de deux commissions: commission d'éthique et commission de contrôle technique, toutes deux créées en février 1975. Le rôle de la commission d'éthique était de veiller à la «moralité» des manipulations et de fixer des règles. Caution morale de l'opération, elle s'est peu souvent réunie et a, maintenant, disparu sans laisser de trace. La com-

mission de contrôle technique se dénomme, maintenant, «commission nationale de classement». Elle a publié, en décembre 1977, un «rapport d'activité 1975-1976» ainsi qu'un projet de normes. Elle a examiné soixante dix projets pour classement en fonction des risques qu'ils représentent.

Son contrôle est opéré *a priori*, c'est à dire en fonction des projets qui lui sont soumis et non pas en fonction de l'exécution de ces projets. Aucune législation n'oblige un laboratoire à se soumettre au contrôle. L'I.N.S.E.R.M., le C.E.A. et les laboratoires privés échappent de ce fait à toute recommandation et à toute vérification. La commission technique est composée de membres qui, pour la plupart, se trouvent être juges et parties. Ses débats sont confidentiels, seules sont publiées les décisions prises. Pour donner une idée de son efficacité, précisons qu'en plein Paris, à la tour 43 de Jussieu, des laboratoires travaillent sur des pathogènes dangereux.

On se reportera pour tous renseignements complémentaires à la revue «Pratiques» n° 24 de juillet-août 1978, éditée par le Syndicat de la Médecine Générale: BP n° 8, 92220 Bagneux. (Prix 13 F).

Les manipulations génétiques

On les appelle «manipulations génétiques in vitro» ou «recombinaisons génétiques» ou «expériences sur ADN recombinant». Leur technique est rassemblée sous le nom générique de «génie génétique», en français, et d'«engineering génétique» en anglais. Leur principe est basé sur le transfert de l'information génétique d'une espèce à une espèce différente. On sait que, dans la nature, l'échange d'informations génétiques s'effectue, à l'intérieur d'une même espèce, par le biais de la reproduction sexuée. Chez les organismes multicellulaires, il existe un «interdit» naturel qui

empêche tout échange entre espèces différentes.

L'information génétique est portée, chez tous les êtres vivants, par une molécule géante, enroulée en double hélice: l'acide désoxyribonucléique, dont les gènes, porteurs de l'information génétique, constituent des segments. Une manipulation génétique consiste, en gros, à «découper», dans un ADN déterminé, un ou plusieurs segments, à «coller» ces segments dans l'ADN extrait d'une autre cellule et à transférer, enfin, l'ADN recombiné à des cellules vivantes. Découpage et collage sont réalisés par des procédés enzymatiques simples à la portée

de tout chercheur. Le transfert est effectué, en général, au moyen de virus vecteurs.

POUR EN SAVOIR PLUS:

- Les biocrates, Gerald Leach, éditions du Seuil, 382 pages.
- Pratiques, mensuel du Syndicat de la Médecine Générale, juillet-août 78, n° 24, 13 F, BP n° 8, 92220 Bagneux.
- Le Monde du 22 juin 1977.
- La Recherche, n° 82, octobre 1977.
- Brochure C.F.D.T., Jussieu, mai 1977.
- Guideline for research involving recombinant DNA molecules, National Institute of Health, Washington.

été nié par Bedson, lorsqu'il avait été entendu, avant son «suicide» par le conseil d'enquête à Birmingham.

Actuellement, Dumbell affirme que les hybrides en question ne peuvent en aucun cas être considérés comme de «nouveaux virus». Or, fort curieusement, on retrouve dans «The Journal of Hygiene» (Vol 62 page 147) un article

rédigé, à l'époque, par Dumbell et Bedson et rendant compte des résultats de leurs recherches. On peut y lire que les hybrides créés par les chercheurs sont bien «de nouveaux types, bien distincts de virus».

Par ailleurs, il est, maintenant, évident que le laboratoire de Birmingham n'était pas conforme aux normes fixées pour les agents pathogènes dangereux. Ce même laboratoire avait, cependant, été déclaré, en 1976, comme étant en état de «sécurité-variole» par la commission de sécurité ad-hoc... Le président de ce comité s'appelait R.A. Shooter, le même homme qui a été désigné par le Secrétariat d'Etat à la Santé pour présider le conseil d'enquête sur l'affaire Parker.

Une conclusion en forme d'hypothèse

De cet ensemble assez touffu de faits contradictoires et de coïncidences troublantes, ne se dégage actuellement qu'une seule certitude: Janet Parker n'est pas morte de la variole. S'il en avait été ainsi, aucun retard n'aurait été apporté aux conclusions.

Un hypothèse, simple et assez peu vraisemblable, veut que Bedson, pour des raisons mal définies - curiosité scientifique, a-t-on laissé entendre - ait déstocké, dans son laboratoire peu sûr, des virus hybrides. On imagine mal, alors, pourquoi Dumbell, connaissant bien les souches qu'il a, lui-même, créées, tarde tant à déposer ses conclusions. Il ne risque pourtant plus, ainsi, de briser la carrière de Bedson.

On constate, en cette affaire, que les personnalités mises en place pour diriger l'enquête, R.A. Shooter et Keith Dumbell, ont toutes deux été étroitement mêlées aux activités de Bedson et se trouvent supporter une part de responsabilité dans l'affaire sur laquelle ils enquêtent.

Or, en Grande Bretagne comme ailleurs, on ne peut, à la fois, être juge et partie... sauf dans certains cas bien précis où l'on veut, soit enterrer l'affaire pour en préserver le secret, soit n'apporter qu'un semblant de jugement, les faits étant couverts d'avance par l'autorité supérieure.

Nous vous proposerons une conclusion en forme d'hypothèse. Il n'existe pas, dans l'histoire humaine, de découverte scientifique qui n'ait entraîné une application militaire destructrice. On peut en citer des dizaines d'exemples, depuis les miroirs d'Archimède jusqu'au « $E=mc^2$ » d'Einstein, en passant par les travaux de Gay-Lussac et de Berthelot. La plus grande découverte scientifique de ces dernières années est, sans aucun doute, celle des «manipulations génétiques». Elle n'a pas encore reçu d'application militaire: cela ne saurait tarder. En attendant une révélation qui, tôt ou tard, filtrera des milieux spécialisés, je vous propose d'appeler la malheureuse histoire de Janet Parker «l'affaire du secret B». «B» est l'initiale médiane du sigle «ABC», le sigle des armes spéciales: A pour Atomiques, C pour Chimiques et B pour Bactériologiques.

R.L. Cooreen ●

L'éradication de la variole humaine

En se fixant comme but, en 1967, de faire disparaître de la surface de la terre le virus de la variole humaine, l'O.M.S. a sans doute entrepris et mené à bien la plus grande opération sanitaire de tous les temps. La variole humaine étant une affection spécifique de l'homme, on pouvait envisager son éradication par une utilisation massive de la vaccine développant une immunisation quasi générale.

On procéda soit par campagnes de vaccination complètes (vaccination de saturation), soit par campagnes par-

tielles dans lesquels on ne vaccinait que ceux qui risquaient de se trouver en contact avec le virus (vaccination de barrage).

A ce jour, il semblerait que la victoire soit complète: le dernier cas de «variole sauvage» a eu lieu en Somalie, en 1977. Autant que l'on sache, il n'existe pour ces virus aucun insecte vecteur et aucun animal porteur-passif. On conserve cependant un doute qui justifie le maintien de stocks de toutes les souches connues dans sept grands laboratoires mondiaux.

Pellerin, dernière minute

3 à 4000 personnes ont manifesté dimanche 14 janvier sur le site du Pellerin labouré et ensemencé le 17 décembre dernier. De nombreuses prises de parole ont réaffirmé l'opposition à la centrale et à la D.U.P. puis la manifestation est allée bloquer la route de Painbœuf et de Pornic, ensuite une sortie sud de Nantes. Un évènement de plus dans cette lutte dont on n'a pas fini de parler et dont on reparlera bientôt.

Marée noire : les députés rendent leur copie

Il aura fallu neuf mois à la commission d'enquête parlementaire, présidée par le député RPR du Finistère Guy Guermeur, pour publier un rapport dont le volume (428 pages) est inversement proportionnel à l'intérêt. Visiblement « pompé » intégralement sur le travail de leurs collègues-sénateurs, ce dossier souffre des mêmes tares que ce dernier. A aucun moment, le coupable, à savoir la multinationale Shell, n'est cité. Nulle part le problème est attaqué à sa source, seules les conséquences d'un choix énergétivore et productiviste étant cernées, pour être compliquées à sou- hait (voir **GO** N° 218 du 12 juillet 78).

Une seule et unique chose ressort de cette lecture aride : le constat de l'inefficacité d'une organisation administrative dont la complexité voisine l'absurde. Un chiffre, un seul, résume cette situation : en matière de prévention de la pollution accidentelle, en ne s'attachant qu'aux missions de police et d'assistance en mer, pas moins de dix ministères sont compétents. A cela, un seul remède proposé par les députés : complexifier encore, créer de nouvelles structures de coordination, accroître les possibilités de poursuites pénales et financières. Ce qui, dans l'état actuel du droit de la mer, qui s'apparente de plus en plus à la loi de la jungle, ne peut être qu'un vœu pieux.

Inutile donc de se plonger dans la lecture d'un rapport ramassé de lieux communs et de constats en forme de « peut-être bien que oui, peut-être bien que non ». La lecture de ces quelques lignes en deuxième page est amplement suffisante :

« Pour la Bretagne, c'était le tocsin qui, pour la quatrième fois en onze années, avait retenti la veille au soir de ce vendredi noir, très exactement à 22h 04, heure locale, lorsque le pétrolier libérien Amoco-Cadiz, long de 334 mètres, qui transportait dans ses citernes 223000 tonnes de pétrole brut, est venu toucher les hauts-fonds de Portsall pour s'immobiliser, puis se briser, à quatre milles des côtes françaises, libérant presque immédiatement de ses flancs sa terrifiante cargaison.

Déjà un voile de deuil brouillait la face des eaux, recouvrait les roches de granit, se déployait de jour en jour au gré des vents et venait s'étendre peu à peu sur les côtes pour cerner bientôt plus de 400 kilomètres de rivages jusqu'au plus profond des abers.

Qui n'a vu ces bancs de poissons à la dérive, ces oiseaux enlignés à l'agonie, ces rochers tristes de la gangue gluante qui les enrobe, ces parcs d'huîtres agressés jusque dans les sédiments, qui n'a touché le sable souillé jusqu'aux entrailles des plages et le goémon flétri et abandonné à la noirceur, qui n'a admiré les Bretons dignes et courageux luttant parfois jusqu'à la taille dans cette boue du désespoir, peut difficilement prendre la mesure d'une pareille catastrophe.

Pour comprendre, il faut aussi avoir eu sous les yeux le spectacle de ce monstre d'acier, brisé mais encore fier de sa proue tendue vers le rivage, ce monstre défait qui nargue les hommes de troupe et tous ceux de bonne volonté qui sont venus là, de la pointe Saint-Mathieu à l'île de Bréhat, extirper inlassablement, goutte par goutte, le mal que leur restitue la vague suivante.

Magnifique élan de solidarité qui traduit aussi le cri d'alarme et d'impuissance d'une civilisation dépassée par les créations de son propre génie. (Henri Baudoin, député UDF de la Manche, rapporteur de la commission).

Marc Thivolle ●



Photo Lambours

Cinéma: des ethnologues sur le continent féminin

« Vos larmes nous intéressent », semblent dire les cinéastes aux femmes jeunes et moins jeunes qu'ils observent et décrivent avec une minutie qui serait scientifique, si n'y entraient le malaise du mâle et son complexe de castration.

Nous, les femmes, les mères, les filles, on a nos crises. On plonge, on pleure, on gueule, on sème la pagaille. Et puis, un beau jour, on repart. D'un pied, bon ou mauvais, mais on repart, on continue, on se cherche, on va voir plus loin si on y est...

Par contre, il semblerait bien, c'est du moins ce qu'il appert actuellement sur les trois quarts des écrans de cinéma, que nos chutes et rechutes aient flanqué aux mecs un cafard durable dont eux ne se relèvent pas, même s'ils tentent de s'en défaire par la catharsis d'un esthétisme (1) qui masque la banalité des situations observées.

Question dialectique, c'est « Nous Deux », « Confidences » et « La Veillée des Chaumières » : l'un aime, l'autre plus, alors celui qui aime encore enquiquine son monde, tandis que celui qui n'aime plus pédale dans le yaourt de la mauvaise conscience. Sur cette base, « ils » font des films. Et quels films ! Avec des scénarios que feu Zénaïde Fleuriot ni la célèbre Delly n'oseraient plus présenter à « La Semaine de Suzette », des Claude Sautet, des Jacques Doillon, des Pascal Thomas, des Woody Allen nous ficèlent des genres de petits chefs-d'œuvre.

Tout dans le jeu de narine

C'est que nous leur faisons bobo, à ces chéris, avec le chagrin qu'ils nous donnent et que nous n'avons pas la décence de leur cacher ou d'aller promener plus loin.



Photo Baumann

Si Jacques Doillon (à qui il faut bien avouer, malgré l'amitié qu'on lui porte depuis « L'an 01 », qu'on a trouvé son film intelligent, mais un tantinet rassoir), a intitulé son histoire « La Femme qui pleure », qu'on ne s'y trompe pas : toute la démonstration aboutit à cette conclusion : la victime, c'est l'homme.

Jacques (Doillon) vit avec Dominique (Laffin), qu'il n'aime plus, bien que l'aimant bien, et leur fille Lola, qu'il adore, bien qu'étant aussi inapte à dialoguer avec elle qu'avec ses femmes. Il parle à la petite, elle répond, et lui, benêt, est incapable de répondre à son tour, spontanément, librement, à la réponse de l'enfant. Il ne sait que répéter, niaisement, les propres mots du bébé, sans rien faire rebondir. Si cette

observation de l'incommunicabilité (de l'incapacité à pénétrer l'autre) de l'homme avec la femme, même enfant, est une intention voulue de l'auteur, elle est géniale. Si elle est inconsciente, elle est cruelle pour lui, mais géniale tout de même...

Jacques est amoureux, c'est lui qui le dit, mais ça ne se voit guère, d'une sorte de femme fatale des temps modernes : comportement de petit mec, salopette propre et narines sensuelles (c'est Haydée Politoff). Il part un petit peu avec elle, puis revient à la maison parce qu'il se fait du souci pour Dominique, puis repart, puis revient avec Haydée parce que Dominique est partie à son tour et qu'on n'est nulle part aussi bien que chez soi, même avec la plus belle garce du monde...

Enfin Dominique revient et Jacques, bouche ouverte et œil morne, assiste désormais à une partie de dames dont il ne pousse plus aucun pion. Tout se joue entre elles, il n'est plus que le prétexte de cette passion attirance-répulsion. haine-amour, colère-pitié, solidarité-rivalité, qui a pour nom jalousie et qui est ici magistralement observée, sans une erreur, sans un oubli. Quelqu'un qui ignorerait ce sentiment dévastateur et qui en voudrait une description sémiologique trouverait dans le film de Doillon un cours magistral de première bourre.

Jusqu'ici, bravo. Ça n'invente rien, mais c'est de la belle et bonne ethnologie. On n'en aurait rien dit (on n'est pas critique de cinéma professionnel), s'il n'y avait un truc gênant : c'est que Doillon (qui joue lui-même le rôle, vous l'avez compris ?), se présente comme un pur esprit, en proie aux sorcières. Lui ne mange pas, ne boit pas, à peine s'il dort, et à la fin du film, on le retrouvera seul dans sa belle maison qui ressemble fort à une tour d'ivoire montagnaise. Lui, jamais il n'exprime son désir. Désire-t-il seulement ? Lui, il « aime ». Ce sont les femmes, ces bachantes déchaînées, qui font sauter les braguettes et remonter les pullovers.

En effet, y'a pas de raison. Pas d'autre raison que cette trouille rétroproque et cette crispation. Or, toute femme sensuelle vous le dirait si vous l'écoutez : le plaisir vient quand on « fait l'amour », pas quand on court après l'orgasme comme on gratte un prurit. Le plaisir vient quand chacun est heureux, spontané, décontracté, content d'être là et de faire ça. Sans mauvaise conscience et sans relents cathos. Notre petite grotte n'est pas l'enfer où un désir pervers de femelle tenterait de vous entraîner, les Doillon. Pas le paradis non plus. Rien qu'un accessoire de tendresse.

L'homme transparent

Si, dans la « Femme qui pleure », l'homme est le personnage central, le pivot, quand bien même ce sont les femmes qui font le destin, dans « Confidences pour Confidences », de Pascal Thomas (dont il ne faut pas omettre de dire que c'est un très, très, très joli film où l'on sourit souvent et où on éclate de rire parfois sans complaisance, qualité rare dans le cinéma français), l'homme brille, stricto sensu, par son inexistence. Le génial Daniel Ceccaldi,

bien sûr, puisque c'est un film magnifique). Dans la banlieue parisienne des petits épiciers, on ne commet pas le meurtre rituel de la mère comme sur les plages des riches Américains. Mais il s'agit du même monde de femmes où le pauvre mâle castré reproche à son épouse d'en être une bonne (d'épouse), où les filles reprochent à leur mère d'en être une bonne (de mère) où les sœurs s'aiment sans se comprendre et sans se pardonner leur existence réciproque. Tout ça, ne l'oublions pas, par l'intermédiaire de ce que suggère l'auteur mâle du film : ce n'est pas forcément explicite, parfois seulement indiqué, un soupir de Daniel Ceccaldi, un regard de Diane Keaton...

Les sorcières s'entre-dévoient, « de leurs propres mains déchirent leurs entrailles », sous l'œil effaré, étonné, bonasse de l'homme qui a vraiment le sentiment d'avoir fait tout ce qu'il pouvait avec honnêteté, générosité, patience...

Et c'est sans doute vrai. C'est sans doute la leçon, pour les femmes, à retenir de tous ces films réussis où nos « intérieurs » au propre comme au figuré, sont décrits avec tant de talent et de réalisme, jusque dans la partialité de ce regard masculin qui fait l'intérêt du tableau : c'est que vous avez fait pour

nous tout ce que vous pouviez, messieurs ! Mais vous pouviez peu. Merci de nous le rappeler. Et maintenant, à nous de jouer.

Isabelle Cabut ●

(1) A propos d'esthétisme, je ne puis m'empêcher de dire mon malaise devant le dessin de Caza de la semaine dernière (G.O. n°243 p.17). C'est beau. On est flattée que tu voies « la femme » comme ça, Caza... Mais je ne sais pas... C'est d'un conventionnel dans l'esthétisme qui me glace. On n'est pas toutes belles au clair de lune. On n'a pas toutes une mens-sana dans un corpore-sano-et-si-possible-pas-trop-mocho. Excuse-moi, mais ton dessin, surtout illustrant le sujet traité, celui de nos ventres, de nos règles, de nos accouchements, me fait penser à certaines œuvres de l'époque pré-fasciste : beauté, ordre, santé, nature, cosmos... Et toi aussi, Caillon (G.O. n°242, p.20) fais gaffe à la facilité. Vous êtes de sacrés artistes tous les deux. Vous serez de grands dessinateurs quand vous ferez de beaux dessins avec des femmes moches comme vous et moi... C'est juste un petit moment d'humeur, je vous aime bien.



Photo Baumann

Avec humour chez l'aimée, indécence chez la délaissée. Forcément !

Vade retro, Satanette !

Le désir exprimé par la femme, son plaisir, il semblerait bien que ce soit paniquant pour les amants. Ils s'en font tout un fromage, sacralisant l'orgasme, craignant d'atteindre le leur trop tôt (ou de ne pas y parvenir, frustration humiliante), terrorisés à l'idée de ne pas y mener leur partenaire... Comme si c'était là l'essentiel et comme si c'était en se crispant sur cette idée qu'on pouvait obtenir l'harmonie de corps décontractés dans la béatitude.

Dans un milieu particulièrement macho où il m'a été donné de travailler naguère, j'ai entendu un homme dire très sérieusement à un copain : « Elles nous ennuient avec leur droit au plaisir. Maintenant, c'est une obligation, faut les faire jouir... ». En effet, quelle outrecuidance de notre part. Depuis, j'ai eu l'occasion d'observer la tendresse particulière de certains hommes pour les femmes dites « frigides ». Ils se divisent alors en plusieurs catégories d'amateurs (quand toutes ces caractéristiques ne sont pas réunies chez un seul individu) : ceux qui, pas à l'aise avec leur zizi, trouvent là toutes les excuses à leur maladresse puisque de toute façon, ce n'est pas de leur faute, c'est elle qui... Ceux qui, égoïstes et pressés, sont heureux de pouvoir faire leur petite affaire sans avoir à se soucier de réussite réciproque puisque de toute façon, la pauvre, ça ne lui est jamais arrivé de sa vie... Ceux qui, généreux et présomptueux, pensent que, eux, à force de patience et de tendresse, ils finiront bien par arriver à dégeler la dame, y'a pas de raison...

en brave père de famille égaré dans un monde de femmes, d'états d'âme, de grossesses, de fugues, parvient à la transparence.

On s'est beaucoup étendu sur la « La Femme qui pleure », on n'a plus bien la place de raconter « Confidences pour Confidences ». Ça ne fait rien, puisque vous irez le voir, on n'en retiendra que la modestie de l'auteur qui, lui, ne conclut pas. Il crée un très beau personnage de jeune femme libre (vraiment libre, sans besoin d'être « gardée » par un enfant comme l'héroïne de la plus que plaisante « Histoire simple » de Claude Sautet), qu'on quitte sans savoir si un jour elle sera heureuse, ni quelle sera la qualité de ce bonheur : nous en sommes toutes là, les femmes des générations charnières. On sait que sa mère, épicière presque fidèle, a connu une sorte de bonheur difficile et pauvre. On sait que sa sœur, pondeuse acharnée, s'enferme dans l'image conventionnelle du bonheur féminin et que ça ne lui réussit pas si mal. On sait que son autre sœur, ambitieuse mais ayant eu le tort de « compter sur un homme pour réussir » est malheureuse. On ne sait pas du tout quel être adulte deviendra cette jeune femme qui, elle, ne s'est pas laissée emprisonner dans aucune convention, aucune mièvrerie, aucune facilité, sans pour autant renoncer à la tendresse qui inonde ses douces joues comme la pluie de la dernière image du film.

Mais qu'est-ce qu'elles veulent ?

« Confidences pour Confidences », si on peut se permettre un rapprochement d'apparence osée, c'est un peu « Intérieurs » de Woody Allen, moins la psychanalyse (je ne vous raconte pas « Intérieurs », vous l'avez déjà tous vu



Photo Baumann

A lire dans le train

Désobéissez : c'est un ordre !

Faut pas croire : les lecteurs de **GO** sont des gens comme les autres. Ils mangent, ils payent des impôts, engraisent le Trésor Public et l'EDF, et de temps en temps, même, ils donnent un sou à la lutte contre le cancer, quand personne ne les regarde.

Parce qu'ils sont des gens comme les autres, justement, ils ont vraiment intérêt à lire avec beaucoup d'attention le numéro 5 de la revue **Alternative**, Désobéissance civile et luttes autonomes. Ils y apprendront comment faire des économies dans tous les domaines de la vie quotidienne, pour se payer, gratis, un abonnement à notre hebdomadaire. C'est intéressant, ça, dites donc, continuez votre histoire!

Prendre le métro gratuitement, faire la grève des loyers, boycotter les produits suspects, autoréduire son électricité, garder 3% des impôts en soutien aux paysans du Larzac, à la fin toutes ces retenues, ça fait une sacrée petite somme... Le seul problème, c'est que c'est illégal. Mais qu'à cela ne tienne, il y a des tas d'avocats et de juristes qui donnent gratis un coup de main et gardent dans leurs manches des lois méconnues qu'on peut utiliser à l'Etat. **Alternatives** décrit et donne des recettes pratiques pour marquer son refus. « Etre gouverné, c'est être gardé à vue, inspecté, espionné, dirigé, légiféré, réglementé, parqué, endoctriné, prêché, contrôlé, estimé, oppressé, censuré, commandé... » explique une citation d'un barbu bien connu en ouverture de ce dossier assez complet et cohérent pour donner envie de reprendre un peu sa vie en main.

Alternatives fait souffler là un vent de révolte, et ce qui est mieux : de révolte logique. On cesse de se battre pour

gagner un petit peu plus dans son usine, mais pour que l'usine s'arrête, ou produise autre chose, autrement. Logique, aussi, car étayée de renseignements pratiques, d'adresses et de références bibliographiques. Le révolté n'est plus seul dans son coin, même au fond de sa province.

Alternatives fait un boulot contre-culturel d'une importance capitale. Mais ses responsables se lamentent car ils ne sont pas soutenus comme il le faudrait, et ils vont être obligés d'espacer la périodicité de leur livre-revue. C'est particulièrement scandaleux de les laisser dans la merde, après tout le boulot qu'ils ont fait avec le **Catalogue des Ressources** (trois tomes parus à ce jour, plus un supplément), **Spécial Ressources**, numéro spécial 7-8 d'**Alternatives**.)

Avec la récente réédition des numéros introuvables (mais nécessaires et historiques) de la revue underground **Le Parapluie**, les Editions Parallèles nous donnent les meilleures choses de ces derniers mois.

Bernard Blanc ●

Désobéissance civile et luttes autonomes Editions Alternatives et Parallèles (36, rue des Bourbonnais, 75001 Paris), 164 pages, 28F. C'est donné.

P.S. Rappelons qu'on peut toujours se procurer pour 10 balles l'essentiel **Guide du militant** de Denis Langlois (Ed Seuil col. Politique) qu'il faudrait avoir dans sa poche 24 heures sur 24, c'est possible dans un jean, j'ai essayé.

Le génocide animal

Pour l'armée et le profit,
300 millions d'animaux sont torturés et tués
chaque année par la boucherie de la vivisection.

Le 27 janvier, à Paris devant l'UNESCO, 1 place Fontenoy (métro Ségur) à 14 h 30, les divers groupes de protection animale organisent une manifestation nationale contre la vivisection et les expériences sur les êtres vivants. En soi, la lutte contre la souffrance animale se justifie pleinement. L'animal est un être vivant et s'il n'a pas, dans les combats gauchistes ou écologiques, la place de l'homme, c'est parce que l'anthropocentrisme n'épargne personne. 300 millions d'animaux sont victimes, la plupart du temps sans anesthésie, des expériences dites «médicales» : tués par la faim, la soif, le froid, brûlés, électrocutés, ébouillantés, amputés, disloqués, dévertébrés, irradiés, vitriolés, éventrés, cancérisés, transpercés, transplantés, mutilés ou cousus ensemble.

Le collectif parisien contre la vivisection nous a fait parvenir une synthèse :

Un tiers des expériences concerne la «recherche médicale» qui se solde par :

- Un marché encombré de remèdes coûteux, inutiles à 90% selon l'OMS, dangereux comme la thalidomide, commercialisée après 3 ans d'expérimentation, ou le Me-xaforme qui fit 1000 morts et 10000 aveugles ou paralysés, et la liste est longue!

- 30% des maladies dues aux médicaments estime le Pr Lwoff, prix Nobel, pour lesquelles on cherche et on teste de nouveaux remèdes! Ceci pour le plus grand profit de la formidable machine économique que constituent les laboratoires pharmaceutiques, les vivisecteurs, les éleveurs ou trafi-

quants d'animaux, les fabricants d'appareils sophistiqués de contention ou de torture.

Ainsi, la vivisection nous conduit à cette «médecine de consommation» condamnée à parer aux maux qu'elle engendre; désarmée devant la majeure partie des maladies de civilisation (les statistiques du cancer du poumon ne sont plus publiées depuis 1970); cette médecine qui en vient à menacer la liberté en manipulant le cerveau : un projet déposé par le Président Nixon prévoyait la rééducation des enfants de six ans «hyperactifs» au moyen d'une drogue utilisée en psychiatrie et produisant les effets d'une lobotomie (cf. Christiane Rochefort : «Les enfants d'abord»)

Un tiers de l'expérimentation animale sert à tester les 500000 produits de l'industrie chimique :

- Colorants pour viande avariée, vitamines de synthèse pour aliments préalablement dévitaminés! etc... d'où une alimentation anti-physiologique et cancérogène;

- Cosmétiques, détergents, peintures, pesticides, fumée de tabac... (cf. «La cuisine du diable» de Gunther Schab, 1968).

Industrie si profitable que 10000 nouveaux produits apparaissent chaque année, que la Suisse, avec moins de 6 millions d'habitants, consomme plus d'animaux de laboratoire que l'Union soviétique qui compte 250 millions d'habitants (Hans Ruesch, Rapport technique n° 2 1977).

Le dernier tiers de la «recherche scientifique» est consacré à la guerre : Le Pr Jouvret, de Lyon, qui rend les chats fous en les empêchant de dormir, a avoué que

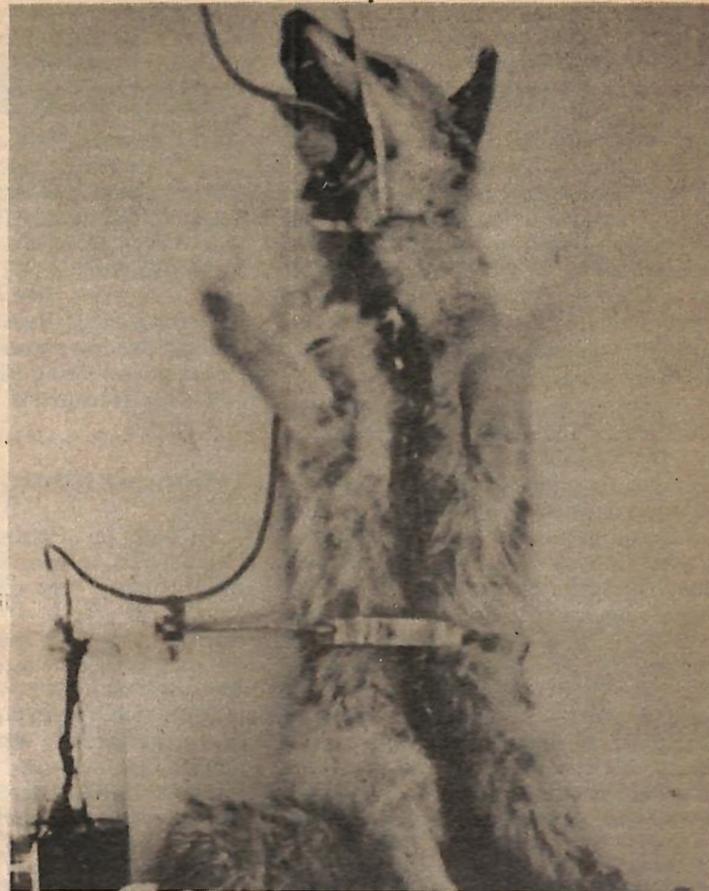
son laboratoire était financé par l'armée (au Symposium : «L'animal au service de l'homme», septembre 1978, organisé par un gros institut pharmaceutique privé). Après avoir essayé sur les animaux les bombes à billes, au chlore, défoliantes, on teste aujourd'hui le laser, les radiations nucléaires, l'arme nécrosante... pour le bonheur de l'humanité et... avec l'argent des contribuables. On comprend, dès lors, les huis-clos des laboratoires, les pressions exercées sur les employés d'animaleries pour garantir le secret, et le fait que les libérations d'animaux ne provoquent pratiquement jamais de ripostes juridiques (en 1977, en plein jour, la libération de 40 chats à Jussieu !)

De l'animal à l'homme

Non, le vivisecteur ne se préoccupe jamais du bien-être de l'humanité : ses uniques motivations sont le profit, l'ambition ou la curiosité intellectuelle (si ce n'est le sadisme). Le sinistre Magendie était féroce opposé à l'anesthésie générale. En juin 1978, le Pr Chouroulinkov du CNRS de Villejuif, qui fait fumer des animaux depuis 40 ans, de son propre aveu sans résultat concluant, nous répondait lors d'une visite en force à son laboratoire : «Si vous me trouvez un autre job...!» La personnalité du vivisecteur correspond à un type déshumanisé et la vivisection relève de cette logique monstrueuse : détruire les uns pour sauver les autres au nom d'intérêts supérieurs. L'animal en est présentement victime parce qu'il n'a pas de droits, que c'est l'être le plus dépendant, donc le plus exploité.

Mais le grand rêve des vivisecteurs, c'est l'expérimentation humaine qui est pratiquée sur des malades hospitalisés (clochards, étrangers, à la Pitié), dans des orphelinats... Sait-on qu'aux USA, des bébés issus d'avortements tardifs, donc non enregistrés, mais vivants, sont vendus à la vivisection? (cf. «Bébé au feu» Apostolat de l'édition, 48 rue du Four Paris) (voir aussi : «L'homme remodelé» de Vance Packard, 1978).

Amnesty International note la recrudescence de la torture et la mise en oeuvre de techniques médicales (Le Monde du 17/3/78), en même temps, nous constatons l'accroissement exponentiel de la vivisection animale : c'est que les deux phénomènes sont liés. C'est dans les laboratoires des pays à technologie avancée que la torture scientifique moderne a été mise au point : le Pr Canadien Selye relate les expériences de dépersonnalisation qu'il a effectuées sur des animaux, dans un datalogue de 1500 pages : «Stress», où puisent les policiers de nombreux pays. Les fous argentins dans lesquels cuisent les suspects d'opposition sont les homologues de ceux inventés par Claude Bernard (cf. gnose n°5). Au CNRS de Marseille, deux «chercheurs» ont appliqué des décharges électriques sur les nerfs mis à nu de chats et de lapins (Journal de Physiologie n°4, 1974) : des prisonniers argentins ont subi les mêmes sévices. Enfin, la «Chaise de Ziegler» où des singes sont immobilisés pendant des années, dans toutes les positions possibles, est l'oeuvre d'un militaire américain... En U-



Ceci est une des rares séries d'images qu'un photographe ait réussi à prendre clandestinement dans un laboratoire romain, en 1973. Le chien est écartelé, un appareil lui maintient les mâchoires ouvertes, les pattes postérieures sont amputées. La succession des mouvements montre que le chien est pleinement conscient.

ruaguay, un psychiatre pro-vivisectionniste, le Dr Berta, est actuellement «médecin» de la prison de Punta Carretas à Montevideo. Dans ce même pays, ce sont à présent les prisonniers qui servent de cobayes aux apprentis tortionnaires (Nouvel Obs du 16/10/78).

Ainsi, l'alibi scientifique sert à couvrir des pratiques moyenâgeuses, à rentabiliser des inventions techniques et à permettre à des malades mentaux d'assouvir leurs instincts de tortionnaires. Et ce sont ces gens là (notamment ceux du laboratoire de neuro-physiologie de Marseille!) qui, à la télévision, osent réclamer de l'argent pour acheter des singes («Portrait de l'Univers» A2 29/10/78).

Tant que la vivisection subsistera, la torture ne pourra être supprimée.

Quelle alternative ?

Promouvons les méthodes alternatives excluant l'extrapolation hasardeuse de l'animal à l'homme.

- D'une part, les cultures de tissus, cellules et organes. Exemple : en un mois, le Pr Aygun a pu déceler la nocivité de la thalidomide et en interdire l'introduction en Turquie : sans souffrance, pour un coût modique et avec une fiabilité totale. Exemples d'application des cultures humaines : fabrication et contrôle des vaccins, étude des modifications cellulaires, clarification de l'origine des cancers complexes par prélèvements de tissus vivants, recherches en rhumatologie, etc. Aux USA et au Japon, production en grande quantité de B12. La thérapie par cultures cellulaires humaines exclut les manifestations allergiques et les accidents anaphylactiques. Elle a permis au Pr Aygun de soigner avec succès des enfants mongoliens, de guérir des cas d'amnésie accidentelle. Elle peut traiter tous les cancers ou autres maladies réputées incurables. Elle pourrait remplacer la plupart des transplantations d'organe. L'uniformité des cellules diploïdes humaines permet de les employer dans tous les laboratoires du monde avec des résultats identiques. L'intensité de leur multiplication nécessite une infime quantité de matière première. Enfin, cette méthode évite les essais sur des «volontaires» humains de certains virus ou substances toxiques auxquels les animaux de laboratoire sont insensibles.

- Presque tout dans le complexe physiologique humain peut être représenté par des équations mathématiques. Ces combinaisons une fois programmées dans un ordinateur, les probabilités ou les solutions sont fournies à la vitesse de l'éclair. Les expériences biochimiques les plus complexes peuvent à présent être menées, y compris celles pour lesquelles il n'existe aucune méthode de laboratoire satisfaisante. Dans presque tous les cas de confrontation entre les résultats de l'ordinateur et ceux du laboratoire, ce dernier est responsable des erreurs (Université de Floride, Californie). Des robots «sensibles», commandés par ordinateurs, sont utilisés pour l'enseignement avec un gain de temps de 25%. Compte tenu des expériences innombrables que l'on peut initier et répéter sur un matériel sûr, durable, perfectible, il est plus économique à long terme que les méthodes traditionnelles. (cf. Brochure de la Coalition Mondiale contre la vivisection, mars 1978 : «Les Méthodes Alternatives».)

Bientôt, l'expérimentation animale nous apparaîtra comme la préhistoire de la recherche.

Le respect de la vie est la condition absolue d'une médecine humanitaire.

Les étudiants doivent exiger le changement des méthodes d'enseignements. Déjà, une centaine d'étudiants en psycho-clinique de Jussieu avaient signé en mai 1977 une pétition contre les expériences inutiles auxquelles ils étaient astreints. D'autres s'élevaient contre les abominations du laboratoire de biologie de Paris VII. (Ce sont les étudiants qui, en 1947, obtinrent l'abolition de la vivisection au département chirurgical de l'Université de Mexico).

Rejoignez les associations de biologistes utilisant les méthodes alternatives et les groupes en lutte pour l'abolition des expériences sur les êtres vivants.

Nous sommes nombreux à lever la question du Tiers-Monde animal, à vouloir désamorcer le processus névrotique qui fait de l'homme le prédateur universel. Notre génération répondra de la barbarie généralisée, effroyable, exercée à l'égard des bêtes. Nous prenons date avec vous : ne courez pas trop tard après votre dignité. Prenez le train en marche, il est parti et bien parti!

Collectif parisien contre la vivisection ●



Voici l'un des si nombreux singes auxquels le professeur Robert White, de Cleveland, Ohio, a coupé en profondeur la gorge pour lui ôter le sang du cerveau et le réinjecter après un certain temps, pour préparer une transplantation de tête. White parvient à maintenir en vie une tête de singe sans corps durant plusieurs semaines. La tête vit, voit, sent, mord une banane, plisse le nez quand le professeur le lui touche, et, naturellement, souffre. Mais même quand elle aura été transplantée elle ne pourra pas, selon les affirmations de White lui-même, faire bouger le corps. Alors ? Il ne reste que la souffrance... et la publicité. (Et peut-être l'espoir d'un prix Nobel ?)

R.F.A.

une démocratie sous surveillance

Le Tribunal Russel étudie avec soin les abus de l'Etat allemand, notre père à tous...



Le lundi 8 janvier se terminait à Cologne les travaux du Troisième Tribunal Russel sur la situation des Droits de l'Homme en République Fédérale Allemande. Ceux-ci avaient débuté le 29 mars 78 à Francfort par l'étude de la pratique des interdictions professionnelles (voir le compte-rendu de Claude Bourdet dans le numéro 206 de la G.O. du 19 avril 1978). La conclusion du Tribunal, rendue publique début novembre à Bonn est claire et sans appel : «On peut constater en RFA des interdictions professionnelles motivées par des raisons politiques. Ces interdictions représentent sans réserve des violations des droits de l'homme et des droits fondamentaux. Dans le même temps, l'on peut constater, dans la pratique des interdictions professionnelles, une politique d'interrogations très étendue, portant sur les attitudes et les opinions, et qui concerne des milliers de personnes, créant ainsi un climat d'intimidation et mettant en danger la démocratie libérale toute entière en RFA».

Bien que mal accueillie dans les médias et les milieux politiques ouest-allemands - le contraire eut été étonnant - l'initiative du Tribunal Russel a tout de même contribué à la prise en charge par ces mêmes médias de l'information et de la discussion sur ce thème, jadis relégué aux oubliettes, des interdictions professionnelles. C'est ainsi que les hebdomadaires *Zeit* et *Stern* (deux millions cinq cent mille de tirage) ont publié des séries d'enquête sur ce sujet.

L'influence des travaux de la première session du Tribunal Russel ne s'arrête pas au seul déblocage de l'information. Mis au pied du mur, le parti social-démocrate a bien été obligé de réagir : la première initiative est la «libéralisation» du régime des interdictions professionnelles dans le Land de Hambourg (voir le numéro 238 de la G.O. du 29 novembre 1978). Réforme de peu d'ampleur certes, mais qui déverrouille une institution qui ne pouvait fonctionner depuis des années que dans le secret honteux d'une «démocratie» de plus en plus autoritaire.

Des questions internationales

Les travaux de la seconde session du Tribunal Russel s'organisaient autour de trois thèmes : restriction de la liberté d'expression et censure, restriction des droits de la défense, développement et méthodes de l'Office de Protection de la Constitution (Verfassungsschutz). A travers ces nouvelles directions de recherche, c'est toujours au processus «d'étatisation

de la société allemande» que le Tribunal s'attaque. Avec une différence dans la nature de l'exploration, qui, de spécifiquement allemande, devient internationale, comme le précise Christopher Farley, directeur de la Bertrand Russel Peace Foundation : «L'interdiction professionnelle est un problème typiquement allemand même si, dans d'autres pays, existent certaines barrières empêchant certains groupes de citoyens d'avoir accès à la fonction publique. C'est très différent pour les thèmes abordés dans la seconde session : dans chacun de ces domaines on peut trouver des pratiques très semblables dans d'autres pays : comme la France ou les Etats-Unis. C'est pour cela que l'examen

Il en va de même pour l'étouffement de la voix de la défense, même si ce processus revêt en RFA une intensité particulière. C'est la volonté du gouvernement d'annuler dans sa possibilité d'expression politique les derniers sursauts d'une guérilla dont les militants sont aujourd'hui contraints à ne devoir lutter que pour assurer leur propre survie physique (ce renforcement de la législation allemande, nous l'avons longuement analysé, à travers les déclarations de Klaus Croissant, dans le numéro 238 de la G.O. du 29 novembre 1978).

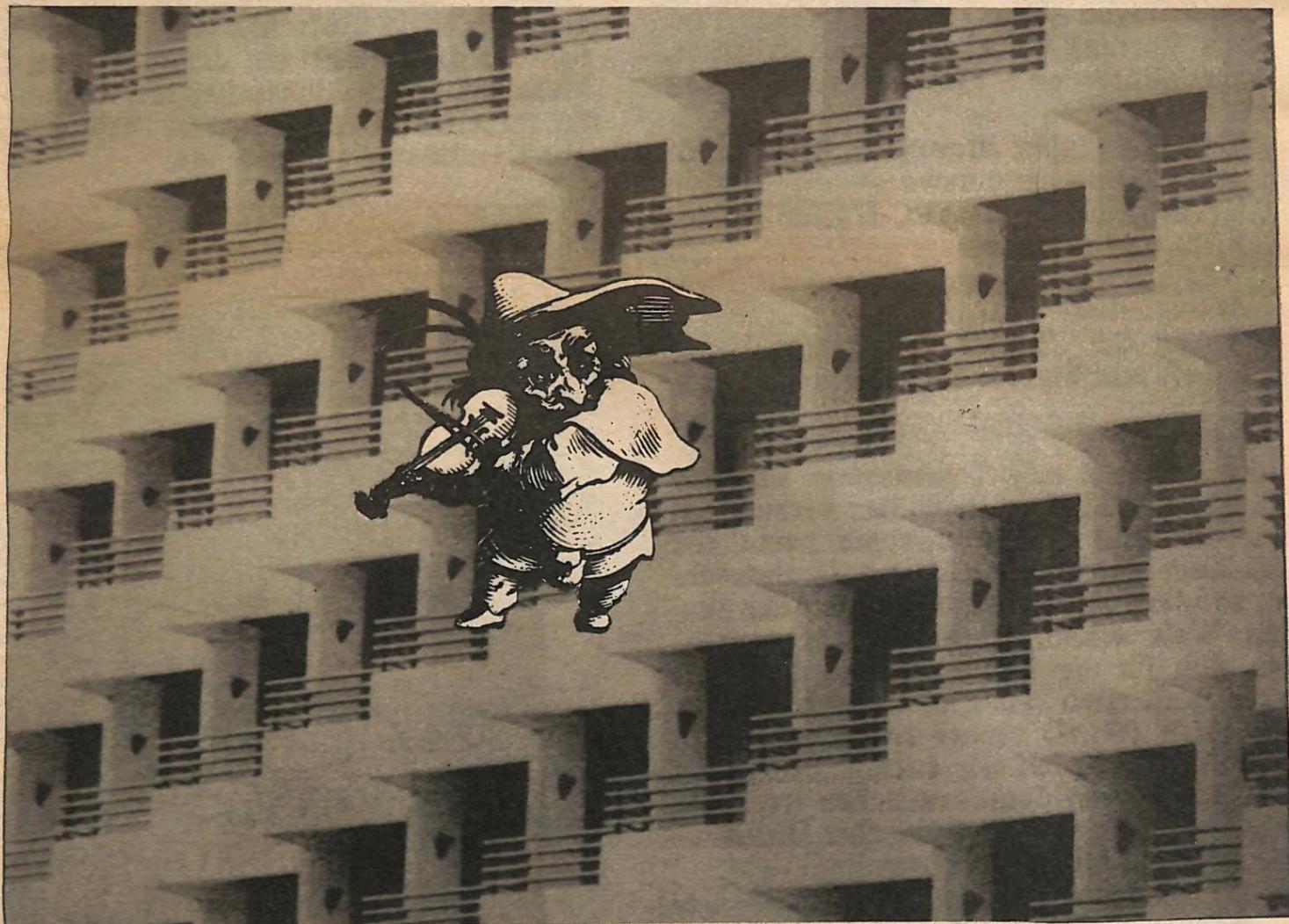
Les activités de l'Office de Protection de la Constitution (Verfassungsschutz) est de détecter tous les «ennemis de l'Etat»,

ayant cours dans les pays voisins, prend ici un sens tout particulier. Celle-ci était rendue difficile, voire dangereuse, par la menace perpétuelle d'une interdiction professionnelle ou, depuis quelques années, par la possibilité pour le gouvernement d'utiliser médias et tribunaux pour transformer tout opposant en «terroriste» ou «sympathisant du terrorisme». Croissant en sait quelque chose ! Et seule une initiative internationale, telle la convocation de ce Troisième Tribunal Russel, pouvait permettre de débloquer une situation qui laissait assez mal augurer de l'avenir des libertés en RFA.

Une fois les travaux de ce Troisième Tribunal Russel ache-

rants politiques sur un sujet précis est, à terme, l'effet le plus bénéfique induit par l'initiative du Tribunal Russel sur le fonctionnement de la gauche extra-parlementaire et d'une partie de la gauche social-démocrate.

Il s'agit maintenant pour l'ensemble de ces forces de ne pas laisser s'écrouler le potentiel de mobilisation qui s'est créé autour de la question des droits de l'homme et des droits fondamentaux en République Fédérale Allemande. Une initiative du Président du Tribunal, V. Dedijer, peut contribuer à trouver ce second souffle : la création d'une commission internationale de sept ou huit personnes chargée de suivre le déve-



D.R.

de chacun des sujets sera précédé d'une expertise sur la situation internationale pour chacun des thèmes que nous aurons à analyser».

Concernant la censure, les témoignages présentés à Francfort confirmeront cette thèse de la non-spécificité allemande de cette atteinte aux «droits démocratiques». Rien de bien particulier dans cette mesquinerie des administrations allemandes à étouffer ce qui, dans l'éducation et les différentes formes d'expression culturelle (de la radio à l'édition en passant par le théâtre et le cinéma), ne colle pas avec les canons d'une idéologie s'affirmant elle-même comme universelle et seule naturelle.

c'est-à-dire les ennemis de la Constitution, première étape dans le processus qui peut conduire à une interdiction professionnelle. C'est le rôle que joue cette mission dans la politique bien allemande des interdictions professionnelles qui confère au Verfassungsschutz une spécificité qui fait de lui un outil plus opérationnel que ses homologues européens.

Faire sauter le verrou

Mais la dénonciation de pratiques répressives qui ne sont finalement que plus étendues en RFA sans que cela ne les distingue fondamentalement de politiques

vées, deux questions se posent, déterminantes pour la «nouvelle gauche» ouest-allemande : quelles sont les répercussions de ces travaux sur la situation actuelle de la RFA ? quels vont en être les prolongements ?

Le public allemand a été moins bien informé des travaux du Tribunal lors de cette seconde session qu'il avait pu l'être sur les interdictions professionnelles. La résonance dans la presse a été assez limitée. Même mouvement de reflux du côté du soutien des groupes ouest-allemands : quoique large, la mobilisation n'a pas paru bénéficier du même dynamisme qu'au printemps dernier. L'expérience du travail en commun de groupes issus de différents cou-

loppement de la situation des droits de l'homme en RFA et de publier le résultat de ses travaux chaque année. Une commission «thermomètre» en quelque sorte.

Enfin, pour concrétiser l'aspect international des thèmes que ce Troisième Tribunal Russel a été amené à aborder, Christopher Farley n'exclut pas la convocation d'une conférence sur les droits de l'homme en Europe. Nous y apprendrions sans doute que, s'agissant de «démocratie», chacun de nos pays n'a pas grand'chose à envier à la RFA, tout n'étant finalement question que de «dosage» et de «sensibilité nationale».

Hans et Marc Thivolle ●

La Hague, un problème mondial,

La polémique sur le retraitement des déchets nucléaires étrangers continue.



Equeurdreville : manifestation contre l'arrivée du Pacific Fisher (écologistes, P.S., et syndicats C.F.D.T. et C.G.T.). 18 organisations, manif unitaire). Photo Gilles Klein

L'ouverture de l'écologie aux «forces politiques et syndicales» ne va pas sans mal. L'affaire du Pacific Fisher en est la preuve. On se souvient que CM Vadrot avait accusé dans la G.O. n° 242 du 3 janvier 1979 les écologistes du Cotentin d'avoir manifesté avec la C.G.T. et la C.F.D.T. derrière une banderole restrictive: «non aux déchets nucléaires étrangers». Les écologistes mis en cause par Vadrot (journaliste à Paris) lui répondent aujourd'hui par l'intermédiaire de Didier Anger, animateur du CRILAN. Au delà de cette polémique qui n'est pas stérile car elle pose le problème de fond de l'«ouverture», notons combien est grand l'incommunicabilité. Les hommes ont du mal à se comprendre. Nous aussi.

Nous ne tenons pas à polémiquer avec qui que ce soit : c'est en effet de la polémique fielleuse qu'à tous les niveaux le mouvement s'autodétruit. Vadrot accuse les écologistes du Cotentin. Il cite même mon nom. Je me vois donc dans l'obligation de lui répondre, en essayant de laisser «le fiel» au vestiaire, mais en disant ma part toute crue de vérité.

Vadrot n'a toujours pas compris. Il continue de tout mélanger à propos de la manifestation du 16 décembre à Cherbourg Equeurdreville. Il ne sait même pas - son article le prouve - que la manifestation du 16 décembre n'a jamais eu pour objectif de s'opposer au «Pacific Fisher». Deux actions étaient prévues : l'une d'opposition au stockage temporaire des déchets à la Saline d'Equeurdreville (pouvant être un moment de mobilisation contre l'arrivée ou non du Pacific Fisher), et ceci le 16 décembre; l'autre dite de «blocage du Pacific Fisher» que nous ne pouvions fixer à l'avance, et pour cause d'arrivée ou non de ce bateau (le hasard seul aurait pu faire que les deux soient le même jour, et alors la manif serait allée au port).

Récrivons l'histoire

Pour ce qui concerne la manif du 16, et la non-venue du bateau de Greenpeace, voilà ce que Charles Guilbert et moi-même - au nom du CRILAN, avons déjà écrit à Vadrot et à quelques autres directement concernés, dès le 20 décembre. Nous estimons devoir rendre publique cette lettre, même si tel n'était pas alors notre objectif.

Chers Amis,
Nous tenons à faire une mise au point. Nous avons lu dans Libération que nous aurions eu des réticences quant à la venue du bateau de Greenpeace à Cherbourg le samedi 16, et nous en avons été surpris.

Ne vous trompez pas! Ce n'est pas le Rainbow Warrior qu'on ne voulait pas voir à Cherbourg, mais le Pacific Fisher. Après la mort d'un ingénieur sur le Pacific Fisher, les choses ont été changées pour nous et pour le Rainbow Warrior qui devait le bloquer à Cherbourg.

Le CCPAH et le CRILAN ont eu des conversations téléphoniques avec Yves Lenoir et CM Vadrot qui ont proposé d'une part la venue du bateau de Greenpeace au port de Cherbourg et d'autre part que nous détournions la manif prévue à Equeurdreville vers le port de Cherbourg pour assurer une jonction. C'était pour les journalistes présents à bord le seul moyen de rester spectaculaire, nous le comprenions bien. Mais c'était sans compter avec le fait que le Mouvement antinucléaire n'était qu'une des composantes de l'unité d'action et qu'ensemble nous avions décidé de maintenir la manif sur la saline d'Equeurdreville le 16 - sauf si le Pacific Fisher était là. Il ne nous semblait pas possible de scinder la manifestation prévue en deux : le mouvement anti-nucléaire sur le port à 15h et le mouvement ouvrier à la Saline. Nous voulions respecter nos engagements.

Nous n'avons cependant jamais refusé l'arrivée du bateau de Greenpeace.

Nous souhaitons ardemment sa venue avec sa banderole contre la prolifération du plutonium tolérée par les Etats Unis et mettant en évidence l'échec de la politique dite Carter. Nous pensions même l'accueillir en délégation vers 13h 30 avant la manifestation et y tenir une conférence de Presse avec Greenpeace, les AT, le CCPAH et autres écologistes.

Yves Lenoir et CM Vadrot nous ont fait alors la proposition de faire descendre Mousel et la Direction Politique du PSU sur le bateau. Il nous a semblé que c'était un privilège impossible à accorder à ce seul parti politique, surtout que le PSU n'avait pas accroché le wagon de l'unité d'action au départ (il n'existe pas sur Cherbourg) et qu'il n'avait pas été accepté (malgré notre demande) par l'ensemble des signataires, ensuite, comme co-organisateur.

Nous avons appris - peu avant 20h vendredi 15 - la décision surprenante de Greenpeace de ne pas venir au port de Cherbourg. Profondément déçus, CCPAH et CRILAN, nous avons passé une partie de la nuit du vendredi au samedi pour rattrapper la décision de Greenpeace de ne pas venir.

Nous regrettons maintenant de ne pas avoir eu de contact direct avec les gens du bateau, de n'avoir jamais eu de contact direct avec lui. Si nous avions eu des contacts directs nous aurions pu proposer au bateau de Greenpeace de venir - non au port de Cherbourg - mais en rade, juste devant la mer. Nous en avons eu l'idée dans cette fameuse nuit. En effet, la jonction pouvait très bien se faire non par la venue de la manifestation vers le Rainbow Warrior, mais du Rainbow vers la manif - et devant les gendarmes mobiles armés, le nouveau mur de l'Atlantique.

Non-venue du Rainbow, 2500 personnes seulement à la manifestation unitaire - sans doute trop localisée. Il ne faut pas rester sur cet échec. Le Pacific Fisher a 54 tonnes de déchets japonais pour Windscale et 13,4 tonnes pour Cherbourg. Il n'est pas encore arrivé.

Le jour où le bateau viendra nous souhaitons que Greenpeace (et son bateau) soit avec nous

d'une part, et d'autre part que nous soyons aussi déterminés que ce samedi 16, mais beaucoup plus nombreux. L'unité ne nous a pas encore apporté une action massive. C'est cela qu'il faut travailler maintenant.

Bien amicalement
Didier Anger et Charles Guilbert

Nous ajoutons un P.S. «Nous nous refusons de faire quelque attaque personnelle que ce soit. Nous ne tenons pas expressément à ce que cette lettre soit rendue publique dans l'état actuel des choses. C'est inutile. Nous savons l'attachement de Remy Parmentier et de Greenpeace à la cause de l'Ecologie et de la Paix, et il n'est pas question pour nous de nous écarter du même objectif.»

C'est la lettre à laquelle Vadrot fait allusion - à la fin de son article - en en transformant le sens. Jugez sur pièce et classez cette première affaire.

La CGT omniprésente

Venons-en maintenant à la seconde accusation, celle de nous être alignés sur les organisations du Programme commun et en particulier sur la CGT. Quelle accusation! Surtout venant de sa part. Vadrot ne saurait-il donc pas que nous n'avons pas signé la plateforme commune des organisations de gauche, pour deux raisons : la première parce que son préambule rappelait la possibilité de l'utilisation de l'énergie nucléaire, la seconde parce qu'elle faisait comme si le problème posé par la centrale nucléaire de Flamanville n'existait pas (le PS comme le PCF de Cherbourg l'acceptent ouvertement maintenant, la CFDT Cherbourg proche du PS se tait et refuse, malgré l'accord moratoire entre l'UR-CFDT, le CRILAN Basse-Normandie et les AT-Caen, toute action contre les travaux de Flamanville).

Nous n'avons conclu d'accord que sur ces deux actions ponctuelles contre le stockage (français ou étranger) à la Saline, et contre l'arrivée du Pacific Fisher (et de ses déchets japonais). Point c'est tout.

Vadrot, tu ne vas tout de même pas te plaindre du fait que la CGT proteste avec les autres (et sans le PC) contre la présence de l'aire de stockage temporaire de la Saline en pleine ville (même si, comme nous, tu sais que ça ne résoudra pas le problème du stockage à la Hague). Et quand les responsables de la CGT ont commencé à scander «non aux déchets étrangers», ils ont été couverts par les «non aux

déchets, tout court», gouailleurs, et ils n'ont pas remis cela.

Vadrot, sais-tu que c'est la CGT qui organise les marins-pêcheurs côtiers ici à Cherbourg, qu'ici comme ailleurs 99% des dockers sont à la CGT, et qu'à Cherbourg la CGT a le quasi monopole de l'organisation des cheminots? Je sais, ça ne peut pas s'inventer de Paris, mais il faut le savoir avant de faire le censeur. Faut pas rêver. Ce n'est pas la connaissance de quelques pêcheurs, de quelques dockers et de quelques cheminots qui nous permettra de bloquer le Pacific Fisher, même si ces connaissances doivent être entretenues et développées. Vous devriez le savoir au PSU qui n'avez pu maintenir une section sur l'agglomération cherbourgeoise.

Boy-scoutisme

Plusieurs scénari étaient possibles sur le thème «blocage du Pacific Fisher».

- Premier scénario : la CGT est avec nous comme la CFDT, et pleinement. Les marins-pêcheurs CGT et Greenpeace bloquent l'arrivée du port, les dockers en grève refusent tout débarquement, les cheminots en grève refusent tout embarquement en chemin de fer du port à la Saline d'Equeurdreville. Pendant ce temps, les autres travailleurs en grève, et populations anti-nucléaires présentes (pour les salariés grâce au mot d'ordre de grève syndical) manifestent dans toute l'agglomération

- Deuxième scénario : le pouvoir compte-tenu de la réussite du premier, se replie sur l'arsenal et débarque militairement dans la partie militaire, mais la grève ouvrière animée ici surtout par la CFDT, également par la CGT bloque tout départ. Tout est alors question du rapport de force dans la Maison.

- Troisième scénario : seule la C.F.D.T. est avec nous - pas sur des mots d'ordre beaucoup plus clairs d'ailleurs pour la C.F.D.T. Cherbourg hostile seulement (comme le P.S.) aux déchets étrangers. Mot d'ordre de grève qui permet à ceux qui le veulent de tenter de bloquer aux niveaux du déchargement, du déplacement - et ce, malgré d'autres travailleurs. Déjà plus difficile.

- Quatrième solution : Il n'y a que les écolos qui peuvent faire quelque chose. Un jour de boulot, sans préavis de grève, au mieux quelques centaines de personnes manifestent symboliquement leur volonté de bloquer l'arrivée du «Pacific Fisher». Photo des journaux. On replie les banderoles bien



Equeurdreville : face à face manifestants contre le Pacific Fisher et gardes mobiles.

Photo Gilles Klein

une lutte locale

«senties» pour la prochaine fois. On a fait sa B.A. et on se souviendra de ces «salauds de dirigeants syndicaux qui se sont démasqués aux yeux des masses...» absentes. Et le nucléaire passe une fois de plus. Et chaque jour, il devient un peu plus irréversible. Et chaque jour, il y aura un peu moins de «boys-scouts» à vouloir faire leur B.A.

Il semble aujourd'hui qu'on se dirige vers une solution médiane entre le scénario 1 et 3, la C.G.T. étant avec nous officiellement au niveau local, mais ne jouant pas vraiment le jeu au niveau de certaines entreprises où le P.C.F. organise une contre-campagne. Mais ne nous polarisons pas contre la C.G.T.

Dès le 23 décembre - en tant que porte-parole de la C.I.M.E. cette fois-ci - j'ai écrit à la C.F.D.T. Cherbourg pour lui expliquer en quoi je considérais (prudemment) la manifestation unitaire du 16 comme un demi-échec. Ça a beaucoup déplu. Les causes - je résume la lettre - m'en semblaient :

- la localisation voulue de la manifestation sur la région cherbourgeoise seulement alors que le problème concernait bien au-delà...

- la restriction de la campagne à la lutte contre les transports alors que l'extension de La Hague, c'est l'extension de l'extraction du plutonium et des risques de guerre mondiale. Elargir les thèmes de la campagne était nécessaire.

J'ajoutais mes craintes quant à l'attitude ambivalente de la C.G.T. lors de l'arrivée du Pacific Fisher, ici en grève et là, au travail.



Terminal ferroviaire pour les conteneurs de déchets nucléaires d'Equedreville gardé par les gardes mobiles.

Je proposais de repartir sur les bases de la plateforme régionale de fin 1976 entre l'UR C.F.D.T., le CRILAN, et les A.T. Caen (Non à UP3, Non à Flamanville, etc.), d'élargir encore localement les cartels de mobilisation contre l'arrivée du «Pacific Fisher», affirmant que la C.I.M.E. soutiendrait nationalement toute initiative allant dans ce sens de l'élargissement.

Je n'ai pas encore eu de réponse, aujourd'hui.

Unité d'action

C'est la C.F.D.T. Cherbourg qui a tenu le plus à localiser le mouvement, c'est par ce biais qu'elle pense le tenir sûrement dans les limites qu'elle s'est fixées. Aux écologistes de ne pas s'aligner sur la C.F.D.T. Cherbourg. Lutter contre l'extension de la pollution la gêne car la pollution en plus viendrait non seulement d'UP3 prévu à partir de 1985 pour les contrats étrangers, mais encore du quadruplement d'UP2 auparavant pour retraiter les combustibles EDF. Lutter contre l'extraction et la vente du plutonium la gêne car ce plutonium ne viendrait pas que du retraitement des combustibles étrangers, mais aussi des «bien français bien de chez nous». Par ailleurs la remise en cause de la prolifération de l'arme nucléaire conduit tout naturellement à la remise en cause de l'arme française elle-même, donc de la fabrication d'un sixième sous-marin nucléaire lance-engins considéré par la C.F.D.T. Arsenal (à la tête du secteur Cherbourg) comme

un «ballon d'oxygène pour l'emploi», position encore une fois très P.S.

L'unité d'action contre le Pacific Fisher ne doit donc pas nous dispenser d'une campagne proprement anti-nucléaire, d'une campagne proprement autonome.

Il semble qu'après pas mal d'opportunisme dit «tactique» de certain écologistes par rapport à la C.F.D.T. et à cette grande unité d'action, on en revient à une vision plus claire des choses. La solution n'était pas dans le repli sur soi de la secte, elle n'est pas non plus dans la seule unité d'action.

Comment veux-tu que nous sachions pratiquer parfaitement une stratégie d'unité d'action quand nous ne savons pas encore exister de façon parfaitement indépendante, et que certains «copains» font tout pour nous empêcher d'être nous-mêmes.

Etre nous-mêmes, d'abord des «écologistes» d'une part et d'autre part agir avec les autres. Moduler les deux : des objectifs à réaliser encore pour le mouvement. C'est facile à écrire, beaucoup moins à faire.

Ton article, dans ce contexte, est mal venu.

Je sens encore monter la grogne contre ces «intellectuels parisiens». Il risque de conduire certains anti-nucléaires vers un repli plus localiste encore. La tendance naturelle n'est-elle pas de considérer sa lutte comme sa chose ? N'accentue pas le phénomène, veux-tu.

Les militants locaux «blanchis ou non sous le harnais», ils font, eux, les «pauvres cons».

Photo Gilles Klein

Et ils ont plus que jamais l'impression que les penseurs géniaux - après les coups portés aux Assises Internationales du Retraitement, après ceux-ci que tu portes - ne pensent subitement aux locaux que pour tout défaire.

Les «pauvres cons» de terrain, ils commencent à en avoir assez des penseurs géniaux de... Paris ou d'ailleurs.

On ne supporte plus les rapports de direction à exécution que certains - inconsciemment ou non - ramènent d'un certain mouvement ouvrier dégénéré et veulent inculquer dans le mouvement écolo et anti-nucléaire qui se crée, qui se cherche et qui se trouvera peut-être bien. Y'a les «pauvres cons» qui voudraient bien discuter entre militants de terrain, pas écouter les «stratégies dans l'abstrait».

Vadrot, il y a au moins une chose sous-jacente dans ce que tu dis qui est vraie.

La Hague ne concerne pas le C.C.P.A.H. seulement, comité de base du CRILAN sur Cherbourg, ni même le Comité Régional de l'Information et de Lutte Anti-Nucléaire de Basse-Normandie, ni même le mouvement français (C.I.M.E., R.A.T., etc.), la lutte contre La Hague concerne la coordination de Bâle, le Japon, l'Allemagne, la Suède, etc... La lutte contre La Hague concerne le monde entier.

Les «pauvres cons» veulent bien rendre des comptes de leur action au monde entier.

Le 12 janvier 79
Didier Anger ●

Qu'ils soient «délinquants», «inadaptés», «bandes de voyous», de «loulous», de «blousons noirs», de «zonards», de «loubards», voire «gauchistes» ou «hippies», les bandes de jeunes socialement étiquetées au gré des modes et des spécialistes se sont toujours voulus à un certain moment une négation de l'ordre social, une menace potentielle. Mais l'organisation sociale dominante a toujours eu assez de souplesse pour intégrer ceux qui la niaient.

Que sait-elle

A chaque fois elle a réagi à peu près semblablement, tant que c'était possible, par le silence et l'ignorance puis, suivant sa logique mercantile, qui porte à l'excès l'amour du gain, elle a transformé le négatif en marchandise, en produit de consommation culturelle. Tous ont proclamé l'inadéquation de ce monde et la nécessité vitale de le changer. Après s'être forgé des armes, inventé de nouveaux moyens d'expression, tous ont échoué. Cette société est toujours là, dans un état de décomposition avancée certes, mais de plus en plus inhumaine, continuant à exercer sans relâche sa domination.

A la jeunesse, on attribue volontiers l'arrogance et la violence, mais également la virilité d'une auto-initiation sauvage. Je veux parler de cette jeunesse qui pousse en bordure des grandes villes et de cette jeunesse rurale que j'ai pu observer ici, à la Clayette, durant près de deux ans. Dérisoires enfants de rien qui hantaient déjà mon enfance, puis mon adolescence à la recherche de leur réalité individuelle jamais entrevue, de leur image de marque toujours récupérée par les marchands de simili-cuir. Je veux parler encore de cette jeunesse coléreuse mais impuissante par l'ordre social, de cette jeunesse qui préfère plutôt

la grenouille

priver qu'être possesseur et qui crève d'ennui dans le conformisme d'une société aseptisée. De cette jeunesse qui oscille à tout moment entre deux pôles : la révolte sauvage et sa récupération par le monde des affaires.

Où sont ces drôles de types ?

Que sont-elles devenues ces jeunes gueules plus ou moins cassées de mon adolescence, avec les dents de devant plus ou moins ébréchées par les coups et cette allure à la fois arrogante et fuyante qui les caractérisait ? Sont-ils désormais rentrés dans le rang, ces «bandes de loubards» qui ont fait de la rue un théâtre où s'agitaient, maigres pantins, tour à tour des poètes sans personne pour les écouter, des hommes écrasés sans personne pour entendre leur cri, des révoltés dont la plainte est étouffée par la ville et le monde que les adultes ont construits ? Qui ont fait de la bande, une famille nouvelle, une loi, une solidarité, une force... et d'un cm² de leur peau un tatouage, symbole de liberté en prison, mais aussi un code, un langage limité parce que le jeune «loubard» d'aujourd'hui a beaucoup de mal à intellectualiser et ne rencontre que des problèmes immédiats.

Beaucoup de mal à intellectualiser : je ne prendrai que pour exemple mon pote Dominique, dont je vous ai longuement conté l'histoire l'été passé. Certes, ce dernier n'a pu réellement s'intégrer au groupe politique que nous formons, mais en revanche il a rencontré l'amour en la personne

d'une jeune fille, déjà femme, qu'il ne considérera pas comme un «grenier à sperme» comme toutes les autres avant elle, puisqu'il a enfin entrevu sa réalité individuelle et qu'enfin, ensemble, à l'issue d'un même combat, nous pouvons prétendre que la société ne pourra jamais plus l'orienter vers une carrière de «détenu», de «malade» ou de «fou». En cela, son stage parmi nous lui aura été bénéfique.



de l'océan,

Mais les autres, les «blousons noirs» sont-ils devenus pour autant «gauchistes», «hippies» ou «punks» après que 1968 fit passer l'agitation universitaire au premier plan de l'actualité et 1971 l'année décisive des lycéens dans les manifestations de rue ? Les bandes ont-elles disparues, décimées par cette société d'intolérance, de délation, d'insécurité orchestrée dont tout se combine pour qu'on arrive à exterminer les exclus, les bas de l'échelle, le sous-prolétariat ou se sont-elles transformées dans leurs structures, leurs pratiques et leur idéologie sans pour autant s'apparenter à la «culture underground» ? Je n'en sais que trop, mais ce que je sais, c'est que les jeunes en général en ont ras-le-bol de la morale ouvrière du «travailles et rapportes ta paie !», qui s'accompagnent souvent d'un ensemble de règles d'austérité, et de ceux-là également qui s'efforcent d'obtenir de leurs enfants qu'ils prolongent suffisamment leurs études pour s'élever socialement, espoir que le jeune résume par

sur la moto, etc... La bande allège l'inquiétude de chacun car ces individus qui la composent réagissent l'un sur l'autre par une attraction mutuelle et sont soudés par les modes de comportement qu'un ou plusieurs individus déclenchent chez les autres.

La cavale

Comprendre les causes d'une maladie, ce n'est pas encore savoir la guérir, mais c'en est une des conditions préalables.

Abordons maintenant l'auto-initiation sauvage qu'on attribue souvent à la jeunesse. La jeunesse la revendique comme instinct de vie. L'exemple du jeune Thierry M., 13 ans, est typique. Le 8 décembre, il quitte son domicile des environs de Créteil (Val de Marne) avec 25 000 F en poche qu'il a dérobés chez le père d'un camarade. Avec ce trésor de guerre, Thierry va enfin pouvoir réaliser son rêve : partir, loin de Créteil et de son père avec lequel il ne s'entend guère. En octobre dernier, il avait déjà tenté une escapade qui, faute d'argent, s'était terminée à la gare de Lyon-Perrache. Mais il est riche désormais, va pouvoir oublier l'espace d'un moment de liberté, les nourrices, les coups, l'absence d'une mère qu'il n'a jamais connue. A la gare d'Austerlitz, Thierry prend le train pour Tarbes. Tarbes, oublier le béton de Créteil, Tarbes, les Pyrénées, la neige... Là, il s'offre la panoplie du petit skieur amateur et un vélomoteur pour se rendre à la station de ski. Mais la neige n'est pas au rendez-vous. Pour faire du ski, faut de la neige et si les Pyrénées attendent encore celle-ci, pas la Haute-Savoie. A Chamonix Thierry est interpellé dans une ruelle par un agent qui le soupçonne de ne pas avoir l'âge requis pour circuler à mobylette. Thierry n'est pas Mesrine et il raconte son

dans le puits?

luxe qui les attire et dont ils sont exclus, distance infranchissable qui les sépare de ce luxe, sentiment d'injustice d'autant plus mal senti, accepté, qu'il est aussi source de différence. Voilà ici pourquoi le jeune préfère priver qu'être possesseur car passerait-il le reste de ses jours à faire des heures supplémentaires, jamais il n'aura accès à ce luxe. Voilà pourquoi le jeune «loubard» s'enferme dans le monde ludique de la bande qui n'a d'autre issue que la répétition monotone d'un rythme de vie vide d'initiatives créatrices : flâner dans la rue, la partie de flipper dans les bars, les sorties en boîte, les ballades en mobylette, les bandes dessinées, les westerns et les films de karaté, les discussions

aventure aux flics qui, menottes aux poignets, le présentent à son juge de Créteil.

L'histoire trouvera une issue heureuse car du Palais de justice, Thierry s'évadera et court toujours. Si vous le rencontrez, n'hésitez pas à l'aider du mieux que vous pourrez car, que sait-elle de l'océan, la grenouille qui est dans le puits ?

Mandrin ●

Sur le terrain

29

AVEC PIGNERO. Le vendredi 26 janvier à 20h30, salle Toul à Laër à Quimper, conférence «halte à l'industrie nucléaire» par Jean Pignero pionnier de la lutte antinucléaire.

33

TRES HAUTE TENSION. Un centre d'interconnexion à Verfeil, la ligne à très haute tension portion Verfeil-La Gaudière : les travaux ont commencé malgré l'opposition locale soutenue par différentes organisations toulousaines. Tentative d'opposition juridique, réunions d'informations locales, opposition sur le terrain (mais les gardes mobiles étaient là) et enfin des sieurs anonymes ont détruit des pylônes. Et toujours le projet de centrale nucléaire à Golfech (80 km de Toulouse, direction Bordeaux). La région toulousaine est donc concernée mais n'est qu'une étape : la ligne passera par l'Aude avec le projet de centrale nucléaire à Port la Nouvelle, se continueront par Golfech et Braud St Louis. Face aux dangers propres des lignes à très haute tension, des expropriations qu'elle entraîne, face à la nucléarisation de la ligne : l'ATE (Association Toulousaine d'Ecologie), Environnement et Humanisme, la Convergence l'UFC appellent à la salle du Sénéchal, rue de Rémusat Toulouse, le 30 janvier à 21h, pour discuter et mettre en place des actions possibles.

37

LA MEDUSE EMANCIPEE, pour un syndicat national lycéen. Le comité de lutte du lycée Choiseul de Tours qui vient de tirer le troisième numéro de son journal «La Méduse Emancipée» se déclare partie prenante pour la création d'un syndicat national lycéen. C'est dans ce but qu'il espère nouer des contacts avec d'autres lycéens à travers la France pour échanger leurs différentes propositions. Il pense que le débat ouvert à travers les lycées depuis 68 doit aboutir sur quelque chose de concret qui se manifeste d'ailleurs par la multiplication de journaux lycéens. Contacts à Pascal Simoneau 16 allée de la Devinière 37100 St Cyr/Loire.

38

NOUS VOUS RAPPELONS le Troisième festival de Nature et de l'Ecologie à la Maison de la Culture de Grenoble, du 9 janvier au 18 février 79.

42

LES AMIS DE LA TERRE du Forez : réunion des groupes locaux et commissions le jeudi 18 janvier 20h30 MJC de Boen/Lignon. Les AT du Forez et le Groupe Objection en Monde Rural organisent une fête de soutien à l'objection de conscience le dimanche 4 février, à Feurs (salle de l'Eden) de 15h à 20h.

50

EDUCATION ET non violence. Dans le cadre des activités de la Maison Paix et Développement et dans la perspective de l'année internationale de l'enfant, la section régionale du Mouvement International de la Réconciliation vous invite à participer à la soirée d'information qu'elle organise le mardi 16 janvier 79 à 20h sur le thème éducation et non violence. Le débat sera introduit par la projection du film l'école buissonnière, retraçant la vie et l'œuvre de Célestin Freinet, à la Maison Paix et Développement, rue Haute Marcelle, 11 50000 Namur.

69

LES RESERVES NATURELLES de la région Rhône Alpes. Projection débat. A l'occasion de la prochaine réunion de la FRAPNA régionale regroupant les associations de protection de la nature des huit départements Rhône-alpins qui se tiendra le 20 janvier à Meylan, une soirée publique avec projections est organisée à 20h30 à l'Hexagone de Meylan sur le thème : Voyage dans les réserves naturelles de la région Rhône-Alpes. Demandez le programme à la FRAPNA régionale, Université Claude Bernard 43, bd du 11 novembre 69621 Villeurbanne la Doua.

74

GANDHI. Après-midi de réflexion et d'étude sur Gandhi avec diapos et causerie de 16h à 21h au 9, rue Massenet à Annemasse.

77

COORDINATION. Dans la région de Coulommiers, Meaux, la Ferté sous Jovarre, il serait intéressant de faire une bonne coordination de tous groupes d'écologistes qui luttent contre le tout nucléaire pour participer à des actions communes (centrale de Nogent) et avoir plus d'impact auprès de la population et bien informer les gens sur les multiples dangers du nucléaire. Aussi la participation à la journée du soleil pour faire quelque chose localement. Nous attendons vos nombreuses lettres qu'elles émanent de groupes ou d'isolés. Amis de la Terre de Coulommiers Place de l'Eglise Villeneuve sous Bellot 77510 Rebas Tel 404 84 80.

A.T. Narbonne. L'OOA (Organisation til Oplysning om Atomkraft Danmark) et les Amis de la Terre de Narbonne (c/o Robert Gautier, 36 rue F. de Pressensé 11 100 Narbonne) mettent sur pied un dépôt de vente aux groupes et associations écologiques de produits marqués du soleil souriant (Nucléaire ? Non merci). L'opération a pour but de permettre aux divers groupes écologiques ou ayant des préoccupations de cet ordre (ci l'exclusion des partis politiques, des syndicats, et des groupes commerciaux à cet effet le symbole est protégé par un copyright) de se financer et de financer le Service Mondial d'Information sur l'Energie (wise). Disponible à Narbonne auto-collants (diamètre 12,5cm) 0,80F pièce aux groupes 2F prix de vente maxi. auto-collants (diamètre 3,5 cm) 0,80F la planche de 20: Nous vous demandons de joindre le paiement à la commande de manière à accélérer le remboursement de nos amis Danois qui nous ont fait parvenir un premier stock. Si vous pensez pouvoir revendre des sacs de toile (20F pièce aux groupes 25F à la vente), des T-shirts (17F, 22F), des badges (0,80F, 2F) ou des auto-collants de 45cm de diamètre, faites nous parvenir une estimation de vos besoins de manière à ce que nous envoyions une commande groupée à OOA.

82

NUCLEAIRE. Jeudi 18 janvier à 20h30 à la salle de la mairie de Lafrançaise, aura lieu un montage diapos sur le nucléaire, suivi d'un débat avec la participation des copains du CAN de Montauban. Maintenant que la centrale de Golfech est en train de devenir une réalité, il serait urgent que d'autres personnes viennent avec nous lutter, et discuter pour envisager certaines actions à faire. Pour cela vous pouvez nous contacter à l'adresse suivante : Mignot Jean Jacques Palazot 55, rue Mary Lacon 82130 Lafrançaise.

Alternatives

PAS TRES RICHE. Ingénieur électricien 30 ans, ras le bol de collaborer de près ou de loin au programme nucléaire, désire s'installer comme producteur autonome d'électricité pour la revente à Edf (ils ont le monopole), cherche à acquérir un ancien moulin à eau avec ouvrages hydrauliques à peu près en état. Puissance hydraulique disponible : au minimum 100 kW (soit 10m3/s sous 1m, 5m3 sous 2m etc) région indifférente mais pas trop près d'une centrale. Prix raisonnable, je ne suis pas très riche. J.F. Danchin 1, rue de la Charrue 68100 Mulhouse.

TRANSPARENCE. Depuis quelques années, un nombre croissant de personnes se sont impliquées dans des luttes politiques concernant leur vie quotidienne. Du MLAC au mouvement des femmes, des comités anti-nucléaires au courant écologiste, des comités de quartier aux expériences de radio-libres (et la liste est loin d'être close) de petits groupes se sont créés avec une exigence

commune : concilier dans l'action les objectifs et une pratique quotidienne qui soit en accord avec ces objectifs. «Transparence» est une association loi 1901 qui se situe dans ce courant là dans cette volonté de mettre en place des structures permettant l'émergence et l'expression de ces idées et de ces pratiques. Nous disposons d'un local au 5 rue de Candolle (Montpellier) qui sera investi d'une cantine, d'une bibliothèque, d'une vidéothèque. Que des gens isolés ou pas, puissent se rencontrer avec le désir de construire, de lutter ensemble, que les groupes qui existent déjà puissent s'ouvrir à d'autres pratiques tout en continuant leur actions, que des liens de solidarité se créent entre toutes ces personnes. Voilà ce que peut être la vie de ce lieu. 5, rue de Candolle 34000 Montpellier.

COOP BIO. Nous cherchons un local et des personnes intéressées par la création d'une coopérative biologique à Paris 5e. Prochaine réunion le 31 janvier à 20h30 au 3, rue de la Bûcherie, métro Maubert-Mutualité.

CHERCHONS MEMBRES. Nous avons donné un fonctionnement autogestionnaire à notre coop de produits bio. Projets de faire du pain, vêtements, jardinage bio., activités diverses. En atelier collectif, SOS recherchons membres. Contacter Alain ou Françoise au 989 14 07 (région Val d'Oise).

Papiers

DIAPOS. Projet d'un montage diapos sur conditions et vie imposées aux animaux et aux hommes (prisons zoos, torture, vivisections, bidonvilles...) Recherche documentation, textes, diapos... Merci. Ecrire à Mr Berthout 21, rue Duhamel 94000 Créteil.

TEMOIGNAGES. Le groupe Quatorze Décembre invite les homosexuels (les victimes d'agressions physiques, psychologiques, de brimades diverses, d'avanies en tous genres, aussi bien professionnellement que socialement, bref confrontés à toutes les manifestations de la ségrégation, à lui envoyer le récit de leurs expériences en la matière; disposant de presses, le groupe se propose de réunir ces témoignages sous forme de rapport, qu'il utilisera ensuite de manière qu'il espère intelligente et efficaces. A vous lire. Groupe Quatorze décembre. Cercle d'Etudes sociales 16, rue Jules Tellier 76600 Le Havre.

L'ECHO DE L'ESCAUT. Le groupe des AT de Denain publie une revue trimestrielle d'informations écologiques locales «l'Echo de l'Escaut». Au sommaire du N2, les énergies douces, la chasse, les lignes THT, les infos locales... 22 pages 4F le numéro. Une permanence, au local, est organisée le samedi après-midi, au centre social du Château à Denain. A partir du début janvier une coop bio est mise en place au local. A.T. Denain, 10 rue du 8 mai 59124 Escaudain. Permanence hebdomadaire le samedi après-midi au Centre Socio-culturel, Faubourg Duchateau Denain.

FIN HEUREUSE. O vous qui voulez savoir comment un journal vit et meurt en 1979, et ce qui peut amener un journal nantais nommé Radio Bagdad à se suicider dans la joie et quelles sont ses motivations, quand il ne s'agit pas d'ennuis financiers, ni d'un manque de bonne volonté des rédacteurs. O doux amis, pour le savoir lisez le dernier et ultime numéro, 14 pages spécial «Le spectacle est fini» en vente 3F dans les célestes librairies de Nantes (rue Jean Jaurès, entres autres).

ASSOCIATION LILLOISE pour l'Ecologie et l'Autogestion. Notre association vient de sortir une petite brochure de 16 pages pour sensibiliser le public sur le problème de la pollution par les détergents. Cette brochure fait la synthèse de plusieurs articles parus sur ce sujet dans Que Choisir et 50 Millions de Consommateurs, ainsi que d'autres livres écologiques. Renseignements prix et conditions d'envoi à l'Association au 12 clos des Capucins 59280 Bois Grenier

REPertoire ECOLO. Qui peut me prêter ou me vendre le Répertoire Ecologique de l'Agriculture et de l'Alimentation Biologique de Daniel Caniou, publié en 1977 par les éditions d'Utopie. Ecrire Daniel Boussou 2, place Michelet 68200 Mulhouse.

QUE SONT DEVENUS Arguemeone Editions La Grappe, et le journal

Possible? Pour tous renseignements écrire à Librairie Ulthar 6, rue Ste Marie des Terreaux 69001 Lyon.

Kultur

CAFE D'EDGAR. Du 3 au 24 février, «les voyages forment la jeunesse», un conte pour enfants proposé par le théâtre de l'imaginaire. Il était une fois, dans un village au bord de la mer, une famille de riches marchands qui vivaient dans leur grande et belle maison... Un conteur, un comédien, des marionnettes, un écran d'ombres, une chanson. Il y avait trois enfants dans cette famille, trois garçons qui vivaient heureux... Conter, raconter, jouer dire, montrer, c'est la démarche du théâtre imaginaire. Le troisième, le plus jeune était considéré comme l'idiot du village. On peut tout dire, tout montrer, tout jouer, il suffit d'avoir quelque chose à dire. Un jour le grand-père décida de les envoyer à l'étranger avec un peu d'argent et un bateau chacun : pour partir apprendre le métier de marchand... Les contes de fées, tout en divertissant l'enfant, l'éclaircissent sur lui-même et favorisent le développement de sa personnalité. Ils sont uniques, non seulement en tant que forme de littérature mais comme oeuvres d'art qui sont plus que toutes autres totalement comprises par l'enfant. Bruno Bettelheim (psychanalyse des contes de fées). Le café d'Edgar 58, bd Edgar Quinet Montparnasse Tel 320 85 11 de 14h 30 à 19h30.

PROLONGATION. Le Centre Culturel Américain exposait du 7 décembre 78 au 13 janvier 79 des photographies de Bob Willoughby qui fut, entre autres, photographe de plateau à Hollywood sur plus de quarante films. Compte-tenu de la fermeture du Centre pour les congés de fin d'année, et de l'immense succès remporté par cette exposition, nous avons décidé de la prolonger jusqu'au 27 janvier 79. Centre Culturel Américain 3, rue du Dragon 75006 Paris 222 22 70.

BAL FOLK de soutien à l'ACNOM (Action Culturelle du Nord Meusien) animé par le groupe folk Brin d'Herbe venant du pays messin. Bien que la plupart des Brin d'Herbe soient citadins «priorité aux espaces verts» sans tondeuse à gazon mais plutôt avec des instruments traditionnels (violons, accordéon diatonique, flûtes à bec et traversière, guitare, mandoline, percussion, cornemuse, etc...). Ils jouent des airs à danser ou connosances traditionnelles remises au goût du jour issues de diverses régions de France et d'ailleurs. L'Acnon quant à elle est une association socio culturelle qui essaie de donner une vie culturelle non seulement sur Ve: du nord mais également sur tout le secteur du Nord meusien, et ce n'est pas la voix de la facilité... Venez connaître et soutenir l'ACNOM le samedi 20 janvier à la salle des fêtes de Thierville (à l'orée de Verdun) par cette soirée folk heureuse sans oublier l'atelier de danses traditionnelles en après midi avec le concours de la Migaine folk. Tel 29/83 51 78 pour en savoir plus!

DE L'UTOPIE A LA REALITE. Du 14 au 25 mars, rencontres autour de films, pièces de théâtre, musique, expos, table de livres à propos du thème «vie et travail communautaires : de l'utopie à la réalité». Le but est de permettre des rencontres échanges d'idées, techniques et autres tuyaux à propos d'un autre choix de vie et de travail apparaissant comme une alternative à ceux de la société industrielle. Nous attendons que les personnes ayant des suggestions des courts métrages, pièces de théâtre, ou de tout autre forme de participation, nous contactent (avant la fin février). Café Théâtre du Soleil dans la tête, 3 rue du Docteur Charcot 94500 Champigny sur Marne. Tel 886 64 79.

STAGES ET SPECTACLES. La MJC de Ris Orangis organise avec le concours de la Délégation départementale de la musique et de la danse en Essonne, des stages de musique et de danses traditionnelles (guitare, accordéon diatonique, danses folk, blue grass, percussion, vielle à roue, dulcimer, chants populaires, violon). Egalement à la MJC, tout plein de spectacles, festivals. Demandez le programme des stages et soirées en écrivant à la MJV de Ris Orangis rue J Reckitt 91130 Ris Orangis «TEL 906 30 95».

MIME ET FLAMENCO. Dans le cadre de son café-théâtre La Grande Oreille, la MJC Centre Gérard Philippe présente le samedi 20 janvier à 20h30 deux artistes de talent, en

première partie le mime burlesque Gilles Dathis, et en deuxième partie le guitariste flamenco Navaro Puente et son compère guitariste et chanteur gitan, entrée 12 et 15F, MJC 44, allée de la Justice 77190 Dammarie les Lys Tel 437 31 14.

LE CLOWN ATOMIQUE Jean Kergrist sera le vendredi 23 février à 21h au Centre d'Animation Culturelle MJC 18, rue de Savigny 91380 Chilly Mazarin Tel 909 01 87. Au même endroit, le samedi 3 février, soirée blues avec Sugar Blue et Luther Alisson.

CENTRE CULTUREL Suédois 11, rue Payenne 75003 Paris, concert le mardi 23 janvier à 20h30, piano et violoncelle, œuvres de Britten, Rosenbloom, Hallgrímsson, Brahms.

BAZOCHE. Vendredi 26 janvier à 21h, Salle Benoit XII rue des Teinturiers Avignon «Yochko Seffer Nefech Music» saxo, basse, batterie, et spécial violon slave. Permanence Bazoches le mercredi de 17h30 à 19h30, rue Philonarde.

CINEMA. la Salle Le Périphère ouvre ses portes le 17 janvier avec un cycle Johan Van Der Keuken (12 courts métrages), 8, villa du Parc Montsouris 75014 Paris, tel 588 21 65.

Divers

TEMOIGNAGES. En fin de parcours de ce que l'on appelle en France la maîtrise en Environnement, et en vue d'étayer mon mémoire sur la pédagogie de l'environnement à l'école et hors de l'école, je cherche les témoignages d'enseignants et de profanes sur la sensibilité des jeunes à l'environnement dans le jeu, l'étude, les médias, les voyages, la vie quotidienne. Réponses à Jacques André Rotceig (Université Libre de Bruxelles) 21, rue de la Stratégie à 1160 Bruxelles. Belgique.

ASSOCIATION AGID 55, montée Grande Côte Lyon 1er cherche pour ses activités de récupération et d'information un permanent semi-bénévole, fortement motivé par les problèmes du Tiers Monde et du gaspillage. Possibilité logement. Tel au 27.40.44 ou venir du mercredi au samedi de 14h à 18h.

PROJET. Qui a aussi envie de vivre ensemble pour quelque temps ou toujours, dans une petite ville maison très bien située en Creuse. Nous pourrions essayer de produire toutes les choses nécessaires nous-mêmes, en commençant avec un jardin, et si ça va sans utiliser des voitures. Il ne faut pas payer de loyer, mais faire de bricolage. Si ça marche pas : dans quelle communauté de campagne, surtout en Massif Central ou au Sud, pourrais-je habiter et travailler pour quelque temps? Je suis Allemand et j'ai 24 ans. Ecrire à Werner Giebel, Mathilden str 12 D 5 LÖln 21.

ON ARRETE TOUT, on réfléchit et c'est pas triste! On a tout arrêté, on a pas mal réfléchi, mais c'est pas encore ça. Si bien partis ça serait dommage d'en rester là! Alors si vous êtes arrivés à ce que ce soit pas triste du tout écrivez-nous et on fonce vous voir. Ecrire à Dominique et M.C. chez Mme Rémy Raymonde, 35 rue du 8 mai. Laigneville. 60290 Rantigny.

MA CLARINETTE en excellent état et entièrement retamponnée cherche un acquéreur. Pris 600F. S'adresser à Jasmine Perez Les Mathoux Colombers 71800 La Clayette. Tel 85/28 15 47, ou téléphoner aux circauds 25 82 89.

BESOIN D'ARGENT. Vends métier à tisser 1m20 4 pédales, état neuf, plus matériel complet (ourdissoir cannetière, navettes, etc), plus stock de laine, le tout 3000 F. Téléphoner 324 01 47, ou écrire Maryse Hubert 124 av du Gl Leclerc 94360 Bry sur Marne.

LE GENIE DES ALPAGES. A vendre brebis à laine pleines (race shetland à 75%) issue d'un petit élevage personnel. Prix intéressant 300F à 400F. S'adresser à Chantal Duivoyeur-Foulomgeon 71190 Etang.

SANS TOIT. Jeune homme 25ans, arrivant à Castellane, cherche chambre meublée, logement simple, et tous contacts milieu non-conformiste, agrobiologie, écologie, échanges doux. Merci. Ecrire Couppe de Lahongrais chez Soardi 83, av Foch 43000 Le Puy.

PHOTOCOMPOSITION. Si vous cherchez à faire composer vos thèses, journaux, etc... Pour tous travaux de photocomposition, écrire ou téléphoner à Martine au journal (Tel 85 28 17 21).

URGENT. Chevrier 30 ans cherche place élevage caprin avec rémunérations. Robert Goedert Domaine de Couët 33760 Escoussans.

ARTISAN SUR CUIVRE cherche quelqu'un qui lui apprendrait le repoussage. Contacter Maurice Balligand Amanzé 71610 St Julien de Civry.

URGENT. Connaissez-vous une maison avec jardin, loyer pas trop élevé, pour un couple et un enfant, aux alentours de Bordeaux, jusqu'à 20km. A moins que quelqu'un n'ait une grande baraque à partager. Merci. Bertrand et Véronique Séré 34, rue Paul Eluard 91700 Ste Geneviève des Bois.

COLLABORATRICE. Jeune homme seul cherche compagnie pour minimum les mois de janvier, février, mais, à cueillir les olives le deux premiers mois en Provence (Vaucluse et Drôme), cueillir le mimosa en mars sur la côte d'Azur. Possibilité de logement gratuit en janvier et février avec sûreté, en mars avec probabilité : faites le calcul. Ecrivez à l'avance. réponse assurée Michel Grangeon 84340 Entrechaux.

LA JOIE DE VIVRE. Association loi de 1901, est un gîte, un centre-école de ski de fond affilié à l'AN-CEFSF, un centre sportif pour enfants. Une vallée d'altitude, un petit village de montagne, des alpages sans fin et des lacs. L'hiver skis aux pieds, l'été sur les sentiers. Nous vous attendons. Renseignements et contacts Claire Pascallet Hameau de Sallé, Névache 05100 Briançon Tel 21/21 30 96.

- échange gratuit de publicité -

l'hebdomadaire
du languedoc

Sud

chaque
samedi
4f.

4r. des teissiers
34000 montpellier

insurgés

69

SERIE DE PROCES contre des antimilitaristes le 18 janvier 79. Ce jour là la 6ème chambre correctionnelle du tribunal de grande instance de Lyon est réquisitionnée pour une série de procès contre des antimilitaristes qui ont exprimé leurs opinions d'une manière ou d'une autre. Parmi ceux-ci : Benoit Petit et Michel Rouge, objecteurs de conscience prévenus de désertion, Gérard Danièle, qui a renvoyé son livret militaire il y a deux ans en solidarité avec les paysans du Larzac et qui demande le statut d'objecteur. Depuis plus d'un an s'est déclenchée une vague de procès qui réprime les objecteurs : 300 insoumis à l'Office National des Forêts sont passés en correctionnelle... et il reste du pain sur la planche si le gouvernement entend poursuivre les 2800 objecteurs insoumis à l'ONF. De même 200 parmi les 3000 renvoyeurs de livrets militaires ont comparu devant les tribunaux. Cette série de procès s'inscrit dans le cadre plus global de la répression contre ceux qui expriment une critique de la politique militaire française. Sans doute est-ce là la face cachée de la campagne officielle sur la «sécurité des Français» : réprimer ceux qui remettent en cause l'idéologie dominante, de même que désigner comme bouc émissaires ceux qui sont victimes de la politique du pouvoir, c'est rassurer les français sur la solidité de notre société en crise. Le 18 janvier ce ne sont pas trois individus isolés qui seront cités c'est l'attitude collective des 2800 objecteur et des 3000 renvoyeurs de livrets militaires qui sera jugée encore une fois. Nous vous invitons à venir nombreux assister à cet après-midi peu ordinaire à la 6ème chambre correctionnelle du Palais de Justice à St Jean Lyon 5ème. Le soutien financier est à adresser à Louis Duvert CCP 21 45 99 H Lyon. Le même jour 18 janvier à 20h 30 68 rue Rachais Lyon 7ème discussion et information sur le fonctionnement de la justice, à partir de l'expérience de l'après-midi et d'autres témoignages. Lettres et télégrammes pourront être envoyés au Président de la 6ème chambre correctionnelle, Palais de Justice Lyon 5ème.

-échange gratuit de publicité-

Les Juges Kakis de M. Debard et J.L. Hennig un plaidoyer contre les tribunaux militaires. Préface de Michel Foucault.

MIREILLE DEBARD
JEAN-LUC HENNIG

LES JUGES KAKI



ALAIN MOREAU

Spécial lecteur G.O. : 25F port compris au lieu de 34F sur présentation de ce bon à adresser aux Editions Alain Moreau, 3bis quai aux Fleurs, 75 004 Paris.

Nom :
Prénom :
Adresse :

désire recevoir ... exemplaires à 25F pièce port compris des Juges Kakis

La Gueule Ouverte n° 244 du 17 janvier 1979

78

SOUTIEN A VETTER Jean-Marc, non-violent condamné à 6 mois de prison. Pour son insoumission à l'Office National des forêts, il a été condamné le 29 septembre 78 par le tribunal correctionnel de Nanterre à 6 mois de prison, jugement à la suite duquel il a fait appel. Refusant le service armé par fidélité à un idéal de non-violence il avait obtenu son statut d'objecteur de conscience le 17 avril 75. Le procès en appel se déroulera le 18 janvier 79 au tribunal de Versailles à la 9ème chambre. Comité de soutien 5 av Carnot 78000 Versailles.

86

OBJECTION A POITIERS. Jean-Michel Clément, objecteur, n'a jamais rejoint son affectation à l'ONF (à Luxeuil les Bains à partir du 26 juin 75). Poursuivi pour désertion, il est «relaxé du chef de la poursuite» par le tribunal correctionnel de Poitiers le 5 octobre 78 car il n'a jamais reçu «notification d'un ordre de route». Le procureur général ne veut pas en rester là, d'où nouveau procès le 1 février à la cour d'appel de Poitiers. Venez nombreux. Vous pouvez obtenir les attendus du jugement en correctionnelle et de plus amples renseignements en écrivant au Comité de soutien aux objecteurs CRAC 1 petite rue Ste Catherine 86000 Poitiers.

OBJECTION: FETONS CELA.

Toutes les personnes sensibles à l'objection de conscience, les amateurs de bonnes musiques et de bonne chère sont invités à se rendre nombreux à l'auditorium P.E. Janson, le dimanche 21 janvier pour festoyer dans la paix, la joie et l'humour. Prix d'entrée 80F. L'ULB de 13 à 24 52, av F. Roosevelt 1050 Bruxelles.

Xavier Bandry vient de se faire arrêter à Lyon, le 8 janvier. Il se trouve à la caserne de Sathonay, 99ème régiment d'Infanterie, 69 998. Il a commencé une grève de la faim pour exiger sa libération. Il a 20 ans et est originaire de l'Oise. Ecrivez-lui !

Association illicite?

Après que l'on ait refusé pendant des années le droit d'opinion aux objecteurs de conscience, on veut aujourd'hui leur supprimer le droit d'association.

Une procédure en vue de dissolution est intentée à la «Fédo» (Fédération des Objecteurs de conscience), par les pouvoirs publics. Fixé au 5 décembre dernier, le procès qui avait été retardé par une demande d'aide judiciaire, aura lieu le 23 janvier à Nancy. Il est reproché à cette association régie par la loi de 1901 son «objet illicite», son soutien aux insoumis à l'ONF et la propagande pour l'objection.

La Fédération des Objecteurs, «regroupement de type syndical, solidaire de tous les autres mouvements revendicatifs des appelés et des engagés» gêne. Son projet, en-dehors de la défense des objecteurs, a toujours été de proposer une alternative à la

situation quelque peu figée de l'objection en France. Pour ce faire, elle est prête à une concertation avec le gouvernement.

Paradoxalement. Il semble bien que ce soit ses tentatives de négociations pour bousculer un statut inacceptable qui conduit aujourd'hui la Fédo devant les tribunaux, et non la fantomatique accusation de propagande en faveur du statut, dont le ridicule n'est plus à démontrer.

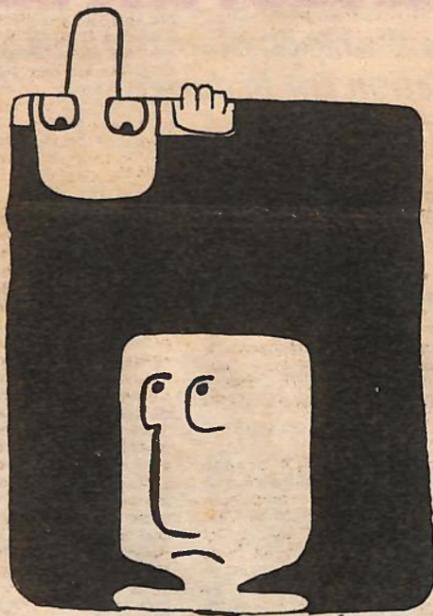
Pour les animateurs de la Fédo, «bien plus que les innombrables procès d'insoumis à l'ONF, ce procès en dissolution a le mérite de poser complètement le problème : ce n'est plus un procès d'opinion dissimulé derrière le droit commun, mais un vrai procès d'opinion. Pour une

fois, au tribunal, le vrai problème sera posé. L'issue de ce procès est donc capitale pour l'avenir de l'objection en France qui n'a pas toujours obtenu un vrai droit de cité.»

Une association dissoute, c'est une parcelle de liberté qui s'en va. Pour soutenir la Fédo, une pétition circule. Elle est à commander à la : Fédo, 54 rue de la Hache, 54000 Nancy. Soutien financier : Alex Muller CCP 25 31 31 Y Nancy. On trouvera à la même adresse des bouquins et guides pour mieux comprendre, militer,...

Le 23 janvier rendez-vous au T.G.I. de Nancy. La veille au soir, meeting d'information.

Y.-B.C



Abonnement

170F à 250F selon vos revenus.
180F minimum pour l'étranger.
150F collectivités. 100F cas sociaux patentés, chômeurs objecteurs, taulards.

Chèque bancaire ou postal à l'ordre des Editions Patatras, Bourg de St Laurent en Brionnais, 71 800 La Clayette.

NOM
PRENOM
ADRESSE
CODE POSTAL
VILLE

Les Circauds

20/21 janvier : Stage danse folk

Les danses proposées seront celles d'un répertoire de bal-folk (bourrées, scottish, valse, polka, mazurka, rondeau, branle, etc.). Ce stage est réservé plus particulièrement aux débutants, mais on a toujours quelque chose à apprendre...

Participation : 70F. Arrhes : 30F à l'inscription.

27 au 31 janvier : Stage de bioénergie

Participation : 500F. Arrhes : 100F.

10/11 février : Stage guitare.

Plusieurs rencontres sont prévues. La première se ferait à partir de la mise en pratique collective d'éléments théoriques d'harmonisation (un travail du rythme - corporel - sera la base de notre approche collective), à plusieurs guitares, plusieurs voix, sur des thèmes musicaux très simples (avec Olivier Lataste).

Participation : 150F. Arrhes : 50F.

14/15/16 février : Stage de bioénergie

Participation : 300F. Arrhes : 100F.

17 au 21 février : Stage musical

Stage musical pour tous basé sur le développement de nos facultés d'écoute (réceptivité), à partir d'un travail de relaxation du corps, et celui de la créativité de chacun. Travail de groupe structuré et improvisé où Dame Musique ouvre enfin ses portes (relation avec le corps, le geste, les rythmes, souffles, relations oreille-voix, approches instrumentales, initiation à l'écoute de musique de cultures diverses). (avec Eric Levasseur).

Participation : 250F. Arrhes : 100F.

22 au 25 février : Stage de bioénergie

Participation : 400F. Arrhes : 100F.

Inscriptions et renseignements :

Centre de rencontres «Les Circauds», Oyé, 71 610 St Julien de Civry. Tél. : (85) 25.82.89

L explosion du Bételgeuse de «Total», encore un pétrolier, encore une catastrophe, mais cette fois-ci c'est un bateau français, on ne peut pas la mettre sur le dos du pavillon de complaisance...

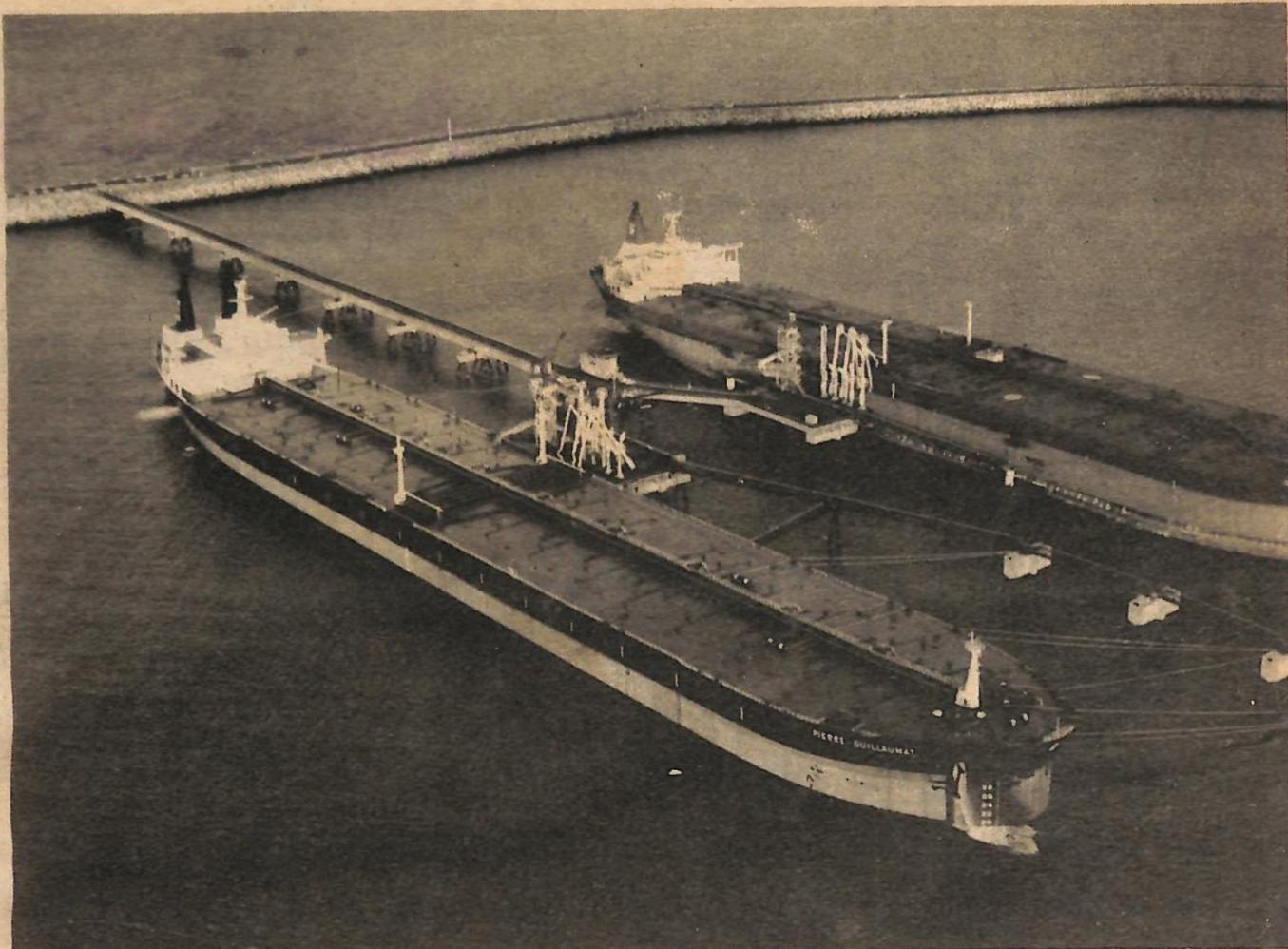
Une nuit de janvier au fond d'une des plus belles baies d'Irlande, la baie de Bantry. Une hôtelière de la ville finit de nettoyer son bar «les carreaux sont descendus, mon fils a couru au poste de police.»

Il est une heure du matin, le pétrolier français de la Compagnie Navale des Pétroles, filiale du groupe Total, «Bételgeuse» prend feu. Puis quelques instants plus tard il explose. Une boule de feu s'élève au dessus du terminal pétrolier de l'île de Whiddy, située devant Bantry.

Tout le monde dormait sans doute, à l'exception de l'équipe de quart, qui surveillait le pompage du pétrole brut. 120000 tonnes, chargées à ras Tanura dans le golfe Persique. Il en restait 40000 tonnes selon certains témoins. L'alarme a sonné. Le commandant Mahano aurait même donné l'ordre d'évacuation. Les 42 hommes d'équipage, la femme du boulanger qui faisait le voyage, et 7 employés du terminal pétrolier qui appartient à la Gulf Oil n'en réchapperont pas.

Si la cause de l'explosion reste inconnue, son fonctionnement est simple : au fur et à mesure que les cuves se vident, il reste des gaz, qui se mélangent avec l'air. Au dessus d'une certaine teneur en oxygène c'est l'explosion. Pour éviter cela, les grands pétroliers modernes recyclent un gaz dit inerte qui est insufflé dans les cuves, rendant impossible une teneur en oxygène propice à faire tout sauter.

Le Bételgeuse, comme près de 50% de la flotte mondiale de pétroliers n'était pas équipé de gaz inerte. Ce qui est légal. Construit en 1968, il date un peu. Tellement même, que la compagnie avait l'intention de le vendre. Trop tard ! C'est l'assurance qui paiera. Cinquante personnes ont trouvé une mort horrible, ce sont des Européens. Quelque temps plus tard, si le Bételgeuse avait sauté avec des marins grecs, ou d'une autre nationalité, on aurait pu dire : «c'est triste mais c'est la complaisance !» Reste maintenant l'enquête : y avait-il feu à bord ou à terre ? En un mot qui va payer plusieurs dizaines de milliards, l'assurance de Total, ou celle de la Gulf, qui gère le terminal ?



Port d'Antifer : le Pierre Guillaumat, le plus grand pétrolier du monde à quai (554000 t).

Photo Gilles Klein

La catastrophe du «Bételgeuse»

Irlande: un attentat signé Total

L'explosion d'un pétrolier français en Irlande attire l'attention sur le danger des bombes flottantes.

En attendant, les familles bretonnes, ou normandes, ne reverront pas les leurs ni leurs cercueils, ils ne seront pas rapatriés. Ils sont méconnaissables et on ne les a pas tous retrouvés. Quant à la baie Bantry, sauvage et naturelle, avant l'arrivée du terminal et de ses 25 accidents en 10 ans, la Gulf espère bien y reconstruire son appontement. Dame ! Les entrepôts avec un million de tonnes sont encore intacts sur l'île ! Quant aux écologistes et aux marins-pêcheurs irlandais, ils espèrent bien, que leur

Premier Ministre, Jack Lynch, qui a inauguré ce monstre, le fermera.

Bombes flottantes

L'opinion publique sait maintenant - mais elle l'oubliera bien vite - qu'un pétrolier, comme tout navire, a quatre ennemis : la côte où il s'échoue (Olympic Bravery, Amoco Cadiz etc...), la mer où la tempête le casse (cargo français Maori, un survivant), les autres navires avec lesquels il rentre en collision (en 78, pétroliers de la même compagnie au large de l'Afrique du Sud, etc...), et lui-même.

Le Bételgeuse, bombe flottante, comme le Cassiopée, son sister ship, qui navigue toujours, venaient souvent au Havre. La presse a parlé de super pétroliers, alors qu'ils ont un port en lourd de 121000 tonnes. Songez au Pierre Guillaumat ou au Bellamya, français de 554000 tonnes !

Ces géants fréquentent le terminal pétrolier du Havre Antifer, situé à 18 km du Havre au pied des falaises. Une digue en épi qui part de la côte, un plan d'eau avec un double appontement. Quelques cuves au pied des falaises. En fait le danger le plus grave n'est peut-être pas là. Tous les géants ont un système de gaz inerte, ce qui ne résoud pas tous les problèmes, mais semble un minimum. De plus les cuves de stockage reliées aux raffineries de la basse Seine, sont à 2000 mètres des bateaux, donc pas de danger de contagion. Notons seulement qu'ils sont dangereusement proches, ces deux bateaux ! Si l'un saute, l'autre doit suivre, semble-t-il. Mais le problème semble plus menaçant au Havre même.

En dessous de 260000 tonnes, les pétroliers peuvent aller au Havre comme tous les autres bateaux. Parmi eux beaucoup n'ont pas de gaz inerte. Il y a huit appontements, un nombre effrayant de cuves dangereusement proches du quai, et un terminal méthanier, avec

ses trois cuves de gaz liquide. En cas de feu d'artifice, non seulement l'équipage du navire semble perdu, mais la partie basse de la ville risque d'avoir des surprises.

Avec le groupe Poseidon, nous avons déjà dénoncé l'absence de bateau spécialisé dans la lutte anti-incendie, tant au Havre qu'à Antifer. Pourtant les deux réunis reçoivent plus de la moitié des importations françaises de pétrole. Nous continuons à le faire, mais en précisant que, en cas d'explosion, il ne servirait qu'à refroidir les décombres et à repêcher les corps. Comme les canons à mousse qui équipent certains appontements, ou certains remorqueurs...

Toutes ces explications, concernent pas mal de gens en France et dans le monde. Avis aux autres ports pétroliers, Marseille, Fos, Donges ou Dunkerque !... Le Bételgeuse fait partie d'un jeu planétaire, une roulette russe, avec des pétroliers qui peuvent exploser à la moindre étincelle, qui naviguent sur toutes les mers du globe. Vaste problème...

Peut-être faudrait-il, pour faire évoluer rapidement la modernisation de la flotte, inviter les conseils d'administration des grandes compagnies, à un lunch obligatoire sur le pont d'un de ces navires. Et puis comme attraction, après avoir fait descendre l'équipage, présenter Fred Astaire dans un numéro de claquettes, avec des souliers à bouts ferrés. Une petite étincelle et bada-boum ! Sur le pont des voiliers en bois on interdit le port de telles chaussures, ça marque le bois. Sur certains pétroliers, l'interdiction existe aussi. La raison est différente, Devinez ! Les poissons, et les humains qui ont le ventre en l'air dans la baie de Bantry savent pourquoi... Ceci dit, pour une fois, on n'a pas parlé seulement de la marée noire, et de baisse du tourisme. Grâce à 50 malheureux, le débat est un peu plus technique. Trop peut-être pour certains. Attendons les résultats des commissions d'enquête. Cela risque d'être long mais intéressant, quelles qu'en soient les conclusions...

Gilles Klein ●



Le pétrolier français «Bételgeuse» entrant au port du Havre en 1972.

Photo Gilles Klein